

LES CRISES D'INÉGALITÉ

Changement de pouvoir pour
un nouveau contrat écosocial



UNRISD

INSTITUT DE RECHERCHE
DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL



L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut de recherche autonome au sein du système des Nations Unies qui entreprend des recherches interdisciplinaires et des analyses politiques sur les dimensions sociales des questions de développement contemporaines. Par notre travail, nous visons à garantir que l'équité sociale, l'inclusion et la justice soient au cœur de la réflexion, de la politique et de la pratique en matière de développement.

L'UNRISD dépend entièrement des contributions volontaires des gouvernements nationaux, des donateurs multilatéraux, des fondations et d'autres sources, et ne reçoit aucun soutien financier du budget ordinaire des Nations Unies. Nous remercions vivement nos partenaires financiers de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), de la Direction du développement et de la coopération (DDC), du Département fédéral suisse des affaires étrangères, du Ministère finlandais des affaires sociales et de la santé, du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECID) et de la Fondation Robert Bosch pour leur soutien.

Droits d'auteur © Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD). De courts extraits de cette publication peuvent être reproduits tels quels sans autorisation à condition que la source soit indiquée. Les droits de reproduction ou de traduction doivent être demandés à l'UNRISD, qui les accepte volontiers.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNRISD aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 978-92-9085-137-0

Octobre 2022

UNRISD

Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse
www.unrisd.org
info.unrisd@un.org

Ce résumé a été traduit à l'aide d'un logiciel spécialisé et relu par des membres de l'équipe de l'UNRISD. En cas d'erreurs, de divergences ou d'omissions par rapport au texte anglais, veuillez vous référer à la publication originale, *Crises of Inequality: Shifting Power for a New Eco-Social Contract*
www.unrisd.org/crises-of-inequality

LES CRISES D'INÉGALITÉ

Changement de pouvoir pour
un nouveau contrat écosocial

Remerciements

Les recherches et la rédaction de ce rapport ont été effectuées par Katja Hujo et Maggie Carter. Megan Egler et Aditya Pant ont apporté un soutien substantiel, et les contributions de Paul Ladd, Isabell Kempf, Peter Utting, Ilcheong Yi, Francisco Cos-Montiel, Dunja Krause, Vicente Paolo B. Yu III, Paramita Dutta, Osiame Molefe et Rafael Ponte sont chaleureusement remerciées. La mise en page et les visuels du rapport ont été conçus par Sergio Sandoval et produits par l'équipe de communication et de diffusion de l'UNRISD, dirigée par Karima Cherif et soutenue par Joannah Caborn Wengler, Osiame Molefe et Nicole Harris. La révision du rapport a été effectuée par l'équipe de Bouchier.

Le rapport a bénéficié des conseils d'un groupe consultatif composé de Rania Antonopoulos, Karina Batthyány, Chee Yoke Ling, Giovanni Andrea Cornia, Gabriele Koehler, Ben Phillips, Frances Stewart, Sirjana Subba et Dzodzi Tsikata, ainsi que des commentaires reçus par des pairs externes et en réponse à un processus de consultation mondiale. La liste complète des remerciements figure dans le rapport complet.

Contenu du résumé

Les messages clés du rapport

1

2

PARTIE I

Le monde en état de fracture : Inégalité, crise et contrat social rompu

Introduction

2

6

PARTIE II

Les inégalités en temps de crise : Un cercle vicieux

Crise à dessein

6

L'ère de l'inégalité : Les inégalités croisées et le pouvoir

12

17

PARTIE III

Un nouveau contrat écosocial pour un monde plus égalitaire, juste et durable

Vers un nouveau contrat écosocial : Acteurs, alliances et stratégies

17

Un nouveau modèle de développement pour la justice sociale, économique et environnementale

20

Notes de fin d'ouvrage

27

Références

30

Liste des encadrés et des figures

Encadré 0.1 L'adaptation transformatrice dans les villes côtières : Les leçons de Ho Chi Minh Ville et de Jakarta	9
Encadré 0.2 Universités et inégalités sociales dans le Sud global	14
Encadré 0.3 Renégocier le contrat social dans l'après-coup de l'Estallido Social (explosion sociale) au Chili	18
Encadré 0.4 Promouvoir l'ESS par des politiques publiques : Lignes directrices pour les gouvernements locaux—Dakar	23
Figure 0.1 Répartition de la richesse mondiale	3
Figure 0.2 Tendances globales	4
Figure 0.3 Crises et inégalité	7
Figure 0.4 Inégalité mondiale des revenus au sein des pays et entre eux, 1920–2020	13
Figure 0.5 Un nouveau modèle de développement pour la justice sociale, économique et environnementale	21

Préface du Rapport



Le monde traverse une crise profonde, confronté à des conflits violents et des divisions politiques enracinées, une crise du coût de la vie touchant tant le Nord que le Sud global, et la menace existentielle de la crise climatique se manifestant par des phénomènes météorologiques extrêmes, tout en luttant encore contre les conséquences dévastatrices de la pandémie de Covid-19.

Ce rapport —*Les crises d'inégalité : Changement de pouvoir pour un nouveau contrat écosocial*— révèle qu'il existe un fil conducteur commun à ces crises : des inégalités économiques et sociales croissantes qui alimentent et sont alimentées par les crises.

Notre système actuel perpétue un système de ruissellement de la richesse vers le sommet, laissant aucune possibilité pour une prospérité partagée. Il détruit notre environnement et notre climat par la surconsommation et la pollution, et transfère les coûts élevés sur ceux qui consomment peu et polluent le moins. Les inégalités croissantes de revenus, de richesse, d'opportunités et de résultats sociaux s'entrecroisent avec les inégalités d'accès aux droits et à la participation, qui sont menacés dans de nombreuses parties du monde.

Prises ensemble, les inégalités créent une gravité vers de multiples crises et chocs et aggravent leurs effets. Chaque crise se déroule dans un schéma d'inégalités existant. Cela signifie inévitablement que ceux qui sont déjà désavantagés ou exclus subissent les pires impacts, tandis que ceux disposant de plus de ressources parviennent à

se protéger et à se rétablir plus rapidement. De nombreuses personnes sont exclues et dépossédées et ressentent qu'il existe un ensemble de règles pour elles et un autre pour les élites.

Notre Agenda Commun, un appel retentissant pour plus de solidarité au cours du prochain quart de siècle, souligne la nécessité d'un contrat social renouvelé adapté au 21^e siècle : un contrat qui réponde aux défis communs et partagés auxquels nous faisons face et reconstruise la confiance ; un contrat plus inclusif envers tous les peuples et respectueux de notre foyer naturel.

Ce rapport s'attelle à la tâche de concevoir un tel contrat, un nouveau contrat écosocial qui arrêtera la crise climatique et favorisera une plus grande justice sociale et économique dans nos sociétés globalisées. Il appelle à des politiques sociales universelles plus fortes, à des transformations de nos économies pour prioriser le bien-être et le progrès durable, et à la solidarité à travers le globe dans un multilatéralisme renouvelé.

Cette analyse est hautement pertinente pour un large public mondial alors que nous nous efforçons d'éviter et de mitiger les crises, et de travailler pour un monde nouveau qui se dirige vers l'égalité, la durabilité et la justice. J'espère qu'il informera et inspirera.

Paul Ladd
Directeur de l'UNRISD

Les messages clés du rapport

UN

Notre monde est en état de fracture, confronté à des crises graves, à des inégalités croissantes et à des contrats sociaux qui s'effilochent. Il est temps d'agir pour assurer notre avenir et co-construire un nouveau contrat écosocial au service des personnes et de la planète.

●○○○○

DEUX

Les inégalités extrêmes, la destruction de l'environnement et la vulnérabilité aux crises que nous connaissons aujourd'hui ne sont pas une faille du système, mais une caractéristique de celui-ci. Seul un changement systémique à grande échelle peut résoudre cette situation désastreuse.

○●○○○

TROIS

L'inégalité est à la fois un moteur, un amplificateur et une conséquence de multiples crises qui se chevauchent —économiques, sociales, politiques et écologiques. Le résultat est un cercle vicieux perturbant la base même de la vie humaine sur cette planète et érodant les perspectives d'une vie digne et paisible pour tous. Les groupes vulnérables et marginalisés, confrontés à de multiples inégalités croisées, sont les plus touchés et continuent de s'enfoncer davantage dans le dénuement. Les élites, en revanche, peuvent largement se protéger des impacts négatifs des crises et souvent même exploiter ces crises à leur propre avantage.

○○●○○

QUATRE

Nous pouvons créer des voies vers un nouveau contrat écosocial fondé sur une vision de la justice, de l'égalité et de la durabilité. Pour ce faire, nous avons besoin d'un nouveau modèle de développement reposant sur trois piliers essentiels : des approches économiques alternatives axées sur la justice environnementale et sociale et rééquilibrant les relations entre l'État le marché, la société et la nature ; des politiques sociales transformatrices fondées sur un pacte fiscal équitable ; et un multilatéralisme et des solidarités renforcées.

○○○●○

CINQ

Les personnes au pouvoir s'efforcent de préserver et de perpétuer un système qui profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre. **Ce n'est qu'en rééquilibrant les structures de pouvoir existantes et en créant de nouvelles alliances que nous pourrions parvenir à un changement transformateur.** Les leaders politiques progressistes, les coalitions inclusives, les citoyens actifs et les mouvements sociaux doivent se réunir pour co-créer un nouveau contrat écosocial pour la justice climatique et sociale.

○○○○●

Le monde en état de fracture : Inégalité, crise et contrat social rompu

Introduction

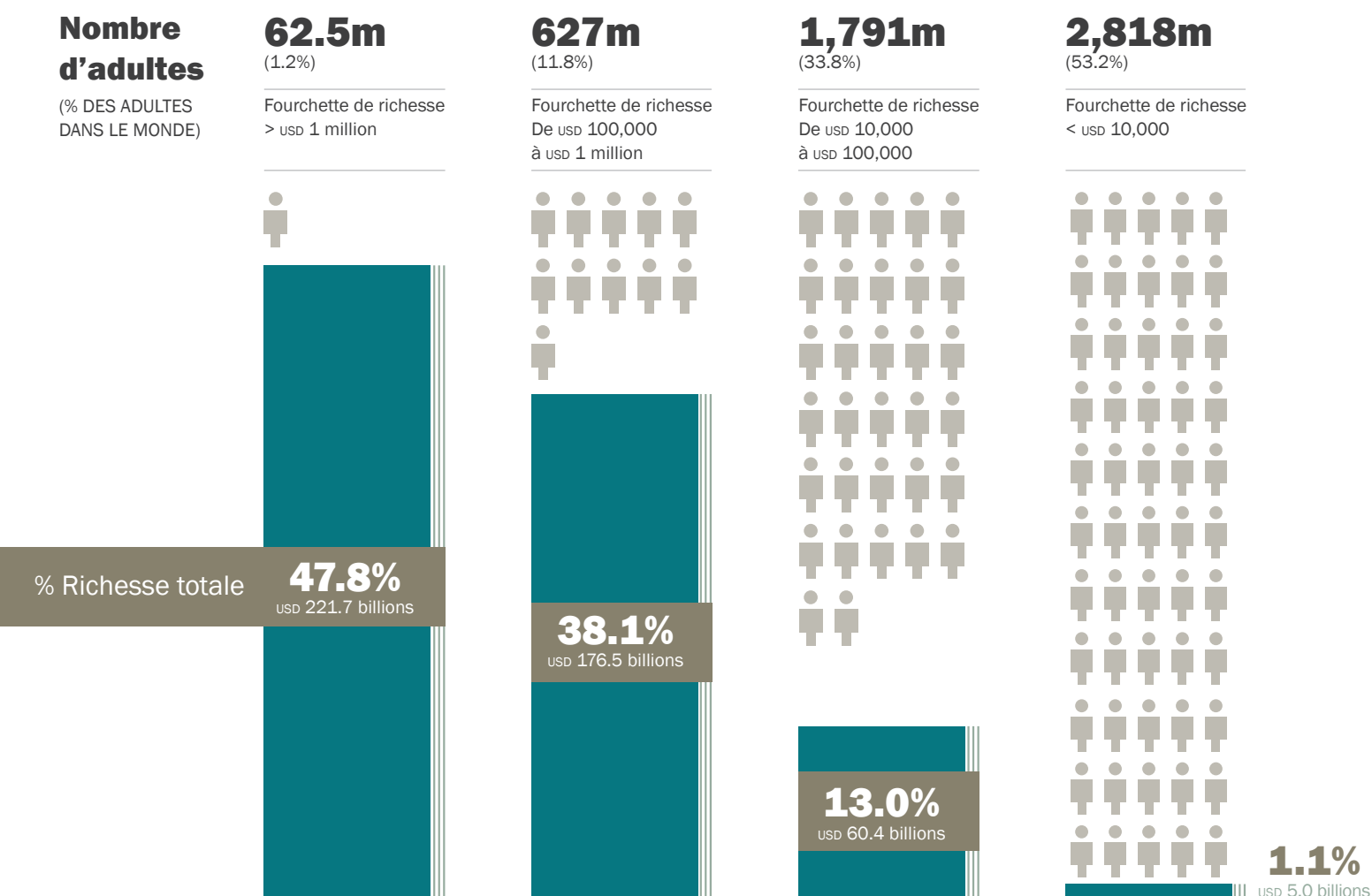
Il n'y a peut-être pas d'exemple plus parlant de la manière dont notre ordre mondial actuel penche vers l'injustice que la pandémie de Covid-19, simultanément si universelle et vécue si différemment d'une personne à l'autre et d'un endroit à l'autre. La période qui s'est écoulée depuis la détection du virus au début de l'année 2020 a été marquée par de nombreuses pertes humaines, une grave récession économique, le recul de nombreux indicateurs de développement humain et une augmentation générale de la pauvreté. Pourtant, dans le même temps, elle a également apporté des gains importants à un très petit groupe de personnes, la concentration des richesses au sommet s'étant intensifiée depuis le début de la pandémie. Une telle augmentation extrême de la souffrance humaine, accompagnée d'une augmentation tout aussi extrême des profits et des privilèges, est le refrain malheureux qui traverse l'histoire des crises récentes et qui s'amplifie d'année en année. En mettant l'accent sur les inégalités, ce rapport part du principe qu'un système dans lequel une crise sanitaire mondiale peut doubler la richesse des 10 hommes les plus riches du monde (figure O. 1)¹ tout en plongeant plus de 120 millions de

personnes dans l'extrême pauvreté² est le signe d'un contrat social rompu, qui met de côté beaucoup trop de personnes et ne protège pas notre planète.

Les dégâts causés par la Covid-19, le VIH et d'autres pandémies ne sont pas le résultat des seuls virus, mais de la manière dont ils s'insèrent dans les fissures de notre société inégalitaire et les élargissent.

– Winnie Byanyima
Directrice exécutive, ONUSIDA

Figure 0.1 Répartition de la richesse mondiale



Source des données: Credit Suisse (2022)

Il y a seulement sept ans, le monde semblait s'engager sur une voie plus prometteuse. En 2015, la communauté internationale du développement s'est mise d'accord sur un programme ambitieux visant à « transformer notre monde », avec une vision du développement d'une ampleur sans précédent et transformatrice inscrite dans l'Agenda 2030 pour le développement durable.³ Contrairement à l'ère des objectifs du Millénaire pour le développement, le nouvel agenda comprenait un engagement explicite à réduire les inégalités au sein des pays et entre eux, comme le stipule l'objectif de développement durable 10. Alors qu'il ne reste que huit ans pour concrétiser cette ambition, le contexte pour réaliser la vision de l'Agenda 2030 n'a jamais été aussi intimidant en raison d'un certain nombre de défis urgents. Il s'agit notamment de la concentration sans précédent des richesses et des revenus et des progrès disparates dans la réduction de la pauvreté ;⁴ de l'appropriation des processus et des institutions politiques par les élites ;⁵ l'essor des politiques

d'austérité, de la privatisation des services essentiels et du recul de l'État ;⁶ le nationalisme et l'extrémisme de droite ainsi que la réaction de rejet contre les discours et les mouvements égalitaires et de défense des droits humains ;⁷ l'insécurité, les conflits et le nombre croissant de personnes déplacées de force ;⁸ l'évolution de la technologie qui crée de nouvelles fractures à l'intérieur des pays et entre eux ;⁹ et la crise climatique et la perte de biodiversité qui menacent notre existence même.¹⁰ La pandémie de Covid-19 a exacerbé les effets corrosifs du système actuel et les inégalités qu'il a engendrées,¹¹ révélant son manque de résistance aux chocs, tandis que dans le contexte de la récente guerre entre la Russie et l'Ukraine, les prix de l'énergie et des denrées alimentaires sont montés en flèche et de graves tensions géopolitiques sont apparues. Le résultat est un monde en état de fracture, dont le cœur est l'inégalité.

L'inégalité a été à la fois une cause profonde et un amplificateur de multiples crises —économiques,

Figure 0.2 Tendances globales**Mondialisation****Changement technologique****Vieillessement****Migration****Urbanisation****Évolution des pouvoirs mondiaux**

sociales, politiques et écologiques. La concentration sans précédent des richesses et des revenus entre les individus, les groupes et les entreprises est un trait caractéristique du moment présent, caractérisé par des crises interconnectées et cumulées qui peuvent être considérées comme endogènes au système économique actuel.¹² Au cours des trois dernières décennies, les 1 pour cent les plus riches de l'humanité ont accaparé près de 20 fois plus de richesses que les 50 pour cent les plus pauvres.¹³ Cette concentration de la richesse et des revenus au sommet est à la fois le résultat et le moteur du pouvoir des élites.¹⁴

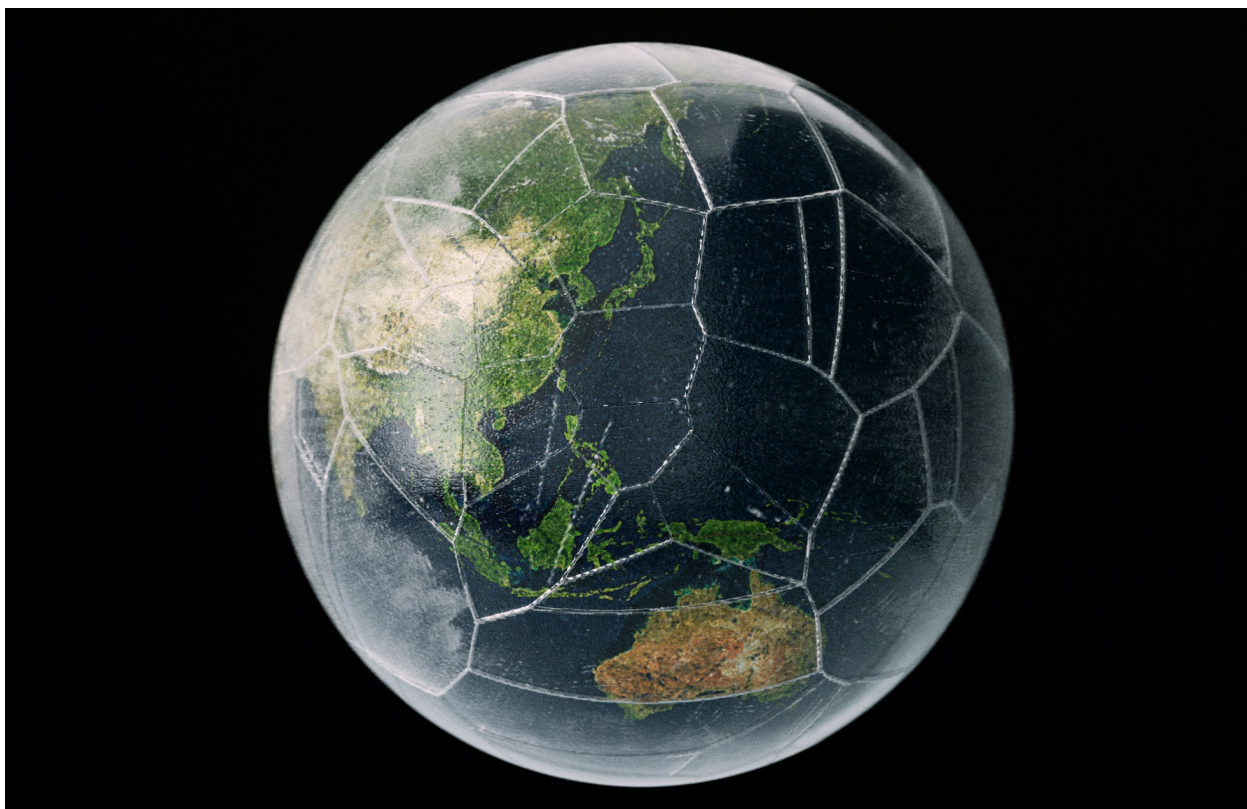
Les données empiriques montrent que l'inégalité dans toutes ses dimensions est très préjudiciable pour nos sociétés et nos économies, car elle nuit au développement économique et à la réduction de la pauvreté, au bien-être et à la santé, à la démocratie, à la participation et à la cohésion sociale, ainsi qu'à la durabilité sociale, environnementale et économique.¹⁵

Alors que les inégalités continuent de s'accroître au sein des pays et entre eux en raison des politiques néolibérales et des crises récentes, les groupes vulnérables sont particulièrement touchés.¹⁶ La race,

l'origine ethnique, la caste, le statut de citoyenneté, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap et un certain nombre d'autres facteurs continuent de jouer un rôle crucial dans la détermination des capacités et des résultats sociaux des personnes.¹⁷

Le sentiment actuel de crise et d'insécurité contraste avec une image de gains considérables en matière de développement dans le monde entier depuis la seconde moitié du XXe siècle, notamment l'expansion du développement humain pour la majorité des habitants de la planète, la réduction de la pauvreté, une plus grande longévité, des avancées en matière d'égalité de genres, des progrès dans la réduction de diverses formes de discrimination, des capacités accrues et un accès généralisé aux technologies. Toutefois, ces avantages ont été répartis de manière inégale, et les acquis du passé peuvent être rapidement érodés en cas de crise.¹⁸

Ce moment de crise n'est pas arrivé dans le vide mais a émergé dans le sillage de diverses tendances (figure 0.2), notamment la mondialisation, le progrès technologique, les changements démographiques —tels que le vieillissement, la migration et



l'urbanisation— et l'évolution des structures du pouvoir mondial. Ces tendances à long terme ont, d'une part, offert des opportunités de progrès humain en termes de croissance, de réduction de la pauvreté et de bien-être. D'autre part, elles ont souvent donné lieu à des résultats très inégaux au sein des pays et entre eux, ainsi qu'à l'égard des différents groupes sociaux, et ont engendré de nouveaux risques et de profondes répercussions sur l'environnement. Selon le présent rapport, ce résultat est en partie dû à la manière dont les tendances à long terme ont été façonnées par les approches politiques associées au virage néolibéral dont plusieurs pays du Nord global ont été le fer de lance au début des années 1980. Ce virage a créé un contexte et un cercle vicieux d'inégalités croissantes, d'instabilité et de crise.¹⁹ Dans ce processus, les bénéfices ont été distribués de manière inégale tandis que les coûts ont été transférés sur les groupes subalternes, les pays du Sud global et l'environnement,²⁰ vidant les contrats sociaux et détruisant les biens communs mondiaux.²¹

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, le rapport analysera comment l'ère de la mondialisation néolibérale et les choix politiques qui y sont liés sont au cœur des défis actuels, ayant ouvert la voie au modèle actuel d'hypermondialisation non durable, qui crée une gravité inéluctable vers les

inégalités et les crises. Il révèle comment des fractures profondes traversent les sociétés et les économies, se manifestant par des inégalités, la ségrégation et la polarisation, les conflits et l'exclusion sociale, et quelles en sont les causes profondes ; il explore comment les contrats sociaux rompus peuvent être réformés et transformés en contrats écosociaux pour surmonter les défis actuels, protéger les personnes et la planète, et nous placer fermement sur des voies plus durables.

Dans l'ère actuelle du capitalisme rentier, il y a eu un pillage des biens communs... Dans ce processus, les inégalités sociales se sont aggravées bien plus que ce que l'on peut mesurer par les revenus monétaires.

– Guy Standing
Chercheur associé,
SOAS, Université de Londres

Inégalités en temps de crise : Un cercle vicieux

Au cours du dernier demi-siècle, le fonctionnement efficace du marché pour la recherche du profit privé a été autorisé à faire fi de toute notion de bien public.

–Mariana Mazzucato
Professeure, University College London

La crise à dessein

En examinant de plus près le système qui a ouvert la voie à une ère de crise, nous comprenons que l'inégalité, la dégradation de l'environnement et le manque de résilience qu'il a engendrés ne sont pas un produit dérivé malheureux, mais qu'ils ont été intégrés de façon délibérée. Comme le démontre ce rapport, l'inégalité et la crise sont intimement liées, dans une spirale ascendante, chacune renforçant et aggravant l'autre jusqu'à un point d'extrême vulnérabilité, de disparité et d'insoutenabilité.

Nous concevons les crises comme des menaces et perturbations systémiques qui compromettent les moyens de subsistance et la fourniture de services sociaux, et mettent sous pression les mécanismes

de réponse individuels ou collectifs, conduisant souvent à une régression des acquis passés et des progrès durement obtenus, et reléguant davantage en arrière les groupes vulnérables et marginalisés.²²

Notre modèle économique actuel d'hypermondialisation néolibérale qui produit et reproduit des inégalités, est enclin à la volatilité et ne parvient pas à respecter les limites planétaires. Au contraire, l'économie sert à créer et reproduire des crises dans diverses sphères (voir figure O. 3),²³ de la crise économique et financière à la crise du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la pollution et de l'utilisation non durable des ressources, en passant par la crise des soins qui se manifeste par une pénurie de soins pour les personnes dans le besoin et une quantité disproportionnée de travail non rémunéré pour les femmes, jusqu'à la crise politique qui se caractérise par une asymétrie croissante du pouvoir, une réaction contre les valeurs démocratiques et les droits de l'homme, une diminution de la confiance et une érosion de la légitimité de l'État, ainsi qu'un niveau sans précédent de protestations et de conflits violents. La pandémie de Covid-19 est un « grand révélateur » des défauts inhérents à ce système, tant en ce qui concerne les conditions qui l'ont engendré, notamment le resserrement de la civilisation humaine sur les écosystèmes naturels,

Figure 0.3 Crises et inégalité

Crise économique	La crise économique et financière de 2008-9 a conduit à :²⁴ 1,8% ↓ production mondiale 9,9% ↓ commerce mondial 9,0% ↓ investissements	114 Dans le cadre de leur politique d'austérité, 114 pays ont réduit leurs dépenses de 2,4% du PIB en 2010-11.²⁵	3,4% La crise Covid-19 a entraîné une baisse de 3,4% de la production mondiale en 2020.²⁶	INÉGALITÉS
Crise environnementale et climatique	1,1°C Le changement climatique d'origine humaine a déjà entraîné un réchauffement de la planète d'environ 1,1°C.³⁰	68% La population d'animaux sauvages a diminué de 68% depuis 1970.³¹	x5 Au cours des 50 dernières années, le nombre de catastrophes liées à la météo, au climat et à l'eau a été multiplié par cinq.³²	INÉGALITÉS
Crise des soins	2.1B En 2015, 2,1 milliards de personnes dans le monde avaient besoin de soins, et ce chiffre devrait atteindre 2,3 milliards en 2030.³⁶	40% Plus de 40% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire, soit près de 350 millions, ont besoin de services de garde d'enfants mais n'y ont pas accès.³⁷	16.4B 16,4 milliards d'heures sont consacrées chaque jour au travail de soins non rémunéré, soit l'équivalent de 2 milliards de personnes travaillant 8 heures par jour sans être rémunérées.³⁸	INÉGALITÉS
Crise politique	87% L'espace civique est sévèrement limité dans 87% des pays.⁴³	11,5% Les manifestations de masse ont augmenté en moyenne de 11,5% par an entre 2009 et 2019 dans toutes les régions du monde.⁴⁴	77% En 2020, 77% des personnes interrogées en Amérique latine ont exprimé leur opinion selon laquelle leurs pays sont gouvernés dans l'intérêt de groupes puissants et non pour le bénéfice de tous.⁴⁵	INÉGALITÉS
La pandémie de Covid-19	6,2M Pendant la pandémie, 6,2 millions de décès ont été officiellement déclarés.⁴⁹ Les estimations non officielles de décès étaient plus de deux fois plus élevées en avril 2022.⁵⁰	124M En 2020, la crise Covid-19 a fait basculer jusqu'à 124 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté.⁵¹	114M 114 millions d'emplois ont été perdus pendant la pandémie.⁵²	INÉGALITÉS
	Aux États-Unis, les hispaniques, les noirs et les indiens d'Amérique et d'Alaska (AIAN) ont environ deux fois plus de risques de mourir de Covid-19 que leurs homologues blancs.⁵³	Seuls 20,9% des personnes dans les pays à faible revenu ont reçu au moins une dose de vaccin avant septembre 2022, contre 79,4% dans les pays à revenu élevé (avant avril 2022).⁵⁴	Les 10 hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune pendant la pandémie.⁵⁵	Par rapport au dernier trimestre de 2019, au deuxième trimestre de 2020, le nombre de travailleurs domestiques dans la population active a diminué de 5 à 20% dans la plupart des pays européens, d'environ 50% en Amérique latine et dans les Caraïbes et de 70% au Pérou.⁵⁶

que les résultats qu'il a produits. Reconnaître ce fait nous permettrait de passer à un programme plus audacieux de changement transformateur, en nous attaquant aux facteurs structurels des crises et des inégalités.⁵⁷

Comment en est-on arrivé à ce modèle ? Malgré les possibilités de réduction de la pauvreté et de progrès social qu'offraient le développement piloté par l'État et les débuts de la mondialisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un changement radical s'est opéré vers le fondamentalisme du marché au début des années 1980. Cette évolution, menée par les gouvernements et les institutions du Nord global, a entraîné une instabilité accrue, des inégalités et un développement inégal. Malgré les efforts déployés pour contrecarrer les effets néfastes des politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation par le biais d'un « tournant social » —un changement progressif des idées et des politiques qui a réaffirmé les questions sociales dans les programmes de développement autour et après le Sommet social des Nations Unies à Copenhague en 1995— des défis fondamentaux sont restés sans réponse.⁵⁸ Les stratégies de protection sociale se sont concentrées sur le ciblage des pauvres par le biais de programmes d'assistance sociale (par exemple, des transferts monétaires conditionnels), tandis que les services sociaux, l'emploi et les moteurs macroéconomiques de l'inégalité et de la crise ont continué à être mis de côté.

La période du tournant néolibéral a été caractérisée par un ralentissement de l'industrialisation et une multiplication des *crises économiques et financières*, depuis les crises de la dette et de l'ajustement structurel en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, qui ont conduit à une « décennie perdue » dans les années 1980, jusqu'aux crises bancaires, monétaires et financières qui ont frappé l'Amérique latine, l'Asie et les pays en transition d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique dans les années 1990 et au début des années 2000. La crise financière de 2008, qui a pris naissance aux États-Unis et s'est rapidement propagée dans le monde entier, a révélé les effets néfastes du tournant néolibéral sur les institutions, la stabilité et les moyens de subsistance, ainsi que la confiance excessive dans les instruments du marché pour remédier aux déséquilibres croissants et à l'exclusion sociale. La crise a entraîné une grave perturbation de l'économie mondiale, avec des retombées très

négatives sur les économies nationales. Elle a été alimentée par les inégalités qui s'étaient accumulées pendant l'ère de la mondialisation néolibérale, en particulier l'augmentation des inégalités de revenus et de richesses,⁵⁹ et accélérée par une incorporation risquée des groupes vulnérables dans les marchés financiers. Des facteurs structurels tels que l'inégalité raciale et de genre (en particulier des ménages monoparentaux) et la dégradation de la répartition des revenus entre les classes ont contribué à la crise.⁶⁰ Au fur et à mesure de l'évolution de la crise, les inégalités se sont encore accrues en raison des effets négatifs sur les marchés du travail, les biens des ménages et l'accès aux biens publics. Les réponses politiques à la crise ont eu des effets mitigés sur les inégalités, favorisant principalement les grandes entreprises, les banques et les pays créanciers plutôt que les groupes vulnérables. Après une première série de politiques anticycliques, les mesures d'austérité et d'assainissement budgétaire ont gagné du terrain une fois la marge de manœuvre budgétaire épuisée et la pression du marché accrue.⁶¹ Cela a donné lieu à un scénario de reprise asymétrique et lente, connu sous le nom de « Grande récession ».⁶²

Outre les fréquentes crises économiques et financières, le monde est confronté à une *crise environnementale* sans précédent qui trouve son origine dans le colonialisme et l'exploitation des ressources du Sud global, qui ont alimenté l'industrialisation du Nord, ainsi que dans un système économique qui privilégie le profit au détriment des personnes et de la planète.⁶³ De nombreuses frontières planétaires, c'est-à-dire les limites extérieures auxquelles l'humanité peut continuer à se développer de manière durable, ont été dépassées, avec des conséquences tant écologiques que sociales et sans que l'on puisse atteindre les normes de développement et les droits sociaux fondamentaux pour tous.⁶⁴ La majorité du CO₂ dans l'atmosphère a été créée par les nations industrialisées riches, les États-Unis et l'Europe représentant plus de la moitié du total mondial à partir de 2020.⁶⁵ Entre 1990 et 2015, les 10 pour cent les plus riches de l'humanité ont été responsables de 52 pour cent des émissions cumulées, les 1 pour cent les plus riches représentant à eux seuls plus de 15 pour cent.⁶⁶ Si les personnes pauvres et marginalisées sont celles qui contribuent le moins au changement climatique, elles sont aussi celles qui risquent le plus d'en subir les conséquences et qui ont le moins de ressources pour y faire face (voir encadré O. 1).

Encadré 0.1 L'adaptation transformative dans les villes côtières : Les leçons de Jakarta et Ho Chi Minh Ville

L'urbanisation et la croissance économique rapides et inégales font que les villes côtières abritent de nombreuses personnes vulnérables aux impacts climatiques. Le nombre d'habitants des bidonvilles urbains a continué de croître^a et a conduit à un accroissement du nombre de personnes fortement exposées aux inondations et vivant dans des logements surpeuplés avec peu de sécurité d'occupation, à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement, un accès limité aux services sociaux et l'impossibilité de faire entendre leur voix auprès des dirigeants politiques.^b L'amélioration urbaine est une tentative de remédier à cette situation en supprimant les établissements précaires le long des rivières et des canaux pour réduire l'exposition et reloger les gens dans des logements améliorés. Cependant, dans la pratique, cela a contraint de nombreuses personnes à faibles revenus et marginalisées à s'installer à la périphérie de la ville et a déstabilisé leurs moyens de subsistance.

À Hô Chi Minh-Ville, les migrants à faible revenu constituent le groupe le plus vulnérable car ils ne sont souvent pas enregistrés ou reconnus comme des citoyens, ce qui limite leur accès aux ressources administratives et aux informations. Ils ont fait état de l'instabilité de leurs moyens de subsistance à la suite des projets de rénovation urbaine, ainsi que du manque de transparence dans la planification et la mise en œuvre des projets. En général, les projets de modernisation se concentrent le plus souvent sur les aspects techniques, tandis que les considérations sociales et culturelles, y compris le rétablissement des moyens de subsistance des personnes touchées après leur réinstallation, ne sont pas résolues.

À Jakarta, la participation et la communication entre la ville et ses habitants se sont améliorées, mais la vision globale du développement de Jakarta reste celle d'une ville riveraine de classe mondiale laissant peu ou pas de place aux établissements informels (« kampung »). Les chercheurs et les représentants de la société civile ont souligné l'importance des connaissances, de la créativité et du potentiel des habitants des kampung, qui vivent avec les inondations et s'y adaptent depuis longtemps. Si, d'un point de vue officiel, on affirme que des mesures d'infrastructure à grande échelle et des efforts de modernisation sont nécessaires pour protéger la population de Jakarta, le fait d'ignorer les connaissances d'adaptation localisées issues des pratiques des kampung dans la planification urbaine représente la poursuite des approches habituelles qui tendent à favoriser les élites et à reproduire les inégalités existantes.

Les recherches de l'UNRISD ont montré que l'on peut faire beaucoup pour répondre aux besoins et aux préférences des ménages touchés lorsque l'on met davantage l'accent sur les impacts sociaux et les systèmes de soutien. L'amélioration urbaine transformatrice et l'adaptation inclusive nécessitent des réformes de la gouvernance qui permettent de tirer des enseignements des expériences locales et qui exploitent le potentiel de leadership et d'innovation individuels, actuellement miné par des structures décisionnelles hiérarchiques.

^a Dodman et al. 2019a; ^b Dodman et al. 2019b.

Sources: Huynh et Nguyen 2020; Simarmata et Surtiari 2020; Tran et Krause 2020; UNRISD 2021a, 2021b

La destruction de notre environnement naturel n'est pas la seule crise qui menace l'humanité à l'heure actuelle. Le soin est un service rendu à l'échelle de la société par une variété d'acteurs qui est essentiel au maintien de nos institutions sociales, économiques, politiques et culturelles, et à la poursuite de notre existence. Cependant, les capacités des sociétés à s'engager dans de telles formes de reproduction sociale dans le cadre de notre système économique actuel sont soumises à de fortes pressions.⁶⁷ Bien qu'il s'agisse d'une caractéristique fondamentale de l'organisation des familles, des sociétés et des économies, elle est largement négligée dans les politiques sociales et économiques, et est donc porteuse de nombreuses injustices et inégalités. Bien qu'il s'agisse de problèmes structurels de longue date, la pandémie de Covid-19 a mis cette réalité

au premier plan, car la centralité des soins, et les systèmes débordés qui les fournissent, sont devenus de plus en plus évidents. Ce déséquilibre entre le besoin de soins et l'incapacité des systèmes à les fournir de manière équitable et éthique est ce qui définit la *crise des soins*. L'accent mis sur la fourniture sociale des soins, en particulier par les ménages, laisse un grand déficit en matière de soins, déficit exacerbé par le fait que le nombre de personnes ayant besoin de soins dans le monde est en augmentation :⁶⁸ en 2015, 2,1 milliards de personnes dans le monde avaient besoin de soins, et ce nombre devrait atteindre 2,3 milliards d'ici 2030.⁶⁹ Et alors que le nombre de personnes ayant besoin de soins augmente, l'évolution des dispositions sociales, telles que l'évolution des structures de genre et des structures familiales, rend l'offre sociale de soins

plus précaire. Les progrès des droits des femmes ont entraîné la participation d'un nombre croissant de femmes au marché du travail. La demande de soins s'en est trouvée accrue, les femmes devant concilier emploi et responsabilités familiales, et la double charge qui pèse sur elles pour combiner travail productif et travail reproductif.⁷⁰ En outre, l'offre institutionnelle de soins est largement insuffisante dans la plupart des pays du monde : le secteur des soins a toujours souffert d'un sous-financement chronique, et les récentes tendances à l'austérité ont encore réduit l'offre de l'État. En outre, le temps et les ressources nécessaires pour se consacrer aux soins et au travail domestique sont fortement influencés par la disponibilité des services sociaux et des infrastructures sociales telles que l'énergie, l'eau et les transports, ainsi que par la qualité et l'accessibilité des services d'éducation et de santé.⁷¹ Ces facteurs ont un impact particulièrement important sur les femmes, qui assument une part disproportionnée du travail non rémunéré, consacrant en moyenne trois fois plus d'heures que les hommes aux soins et au travail domestique non rémunérés.⁷² Dans le même temps, le secteur des soins rémunérés se caractérise par une érosion des conditions de travail, un manque de personnel et de faibles salaires, et subit souvent de nouvelles réductions d'effectifs lors de crises ou de changements politiques.⁷³

La crise des soins est une crise systémique à long terme qui s'est aggravée à la suite de la crise financière mondiale de 2008 et de la pandémie de Covid-19.⁷⁴ La pandémie de Covid-19 a démontré la valeur essentielle du travail de soins, qu'il soit rémunéré ou non, ainsi que les inégalités intersectionnelles associées au secteur en termes de genre, de classe, de race, d'ethnicité ou de caste, d'informalité et de statut de migrant. Les inégalités et le sous-investissement dans la prestation de soins entraînent un risque accru pour les soignants et les soignés, des pertes économiques plus importantes pour les prestataires de soins et l'ensemble de l'économie, ainsi qu'une augmentation du travail de soins non rémunéré fourni par les femmes et les filles, ce qui crée une pauvreté en temps et sape leurs capacités.⁷⁵

Des crises politiques de toutes sortes font quotidiennement la une des journaux, qu'il s'agisse de présidents évincés par les forces militaires, de dirigeants politiques élus pris dans des scandales de corruption ou sapant progressivement les institutions démocratiques, ou encore de nouveaux conflits militaires tels que la toute récente invasion russe en Ukraine qui a débouché sur une guerre brutale. Les crises politiques ont une incidence sur

La politique économique doit cesser de se focaliser sur la production et l'échange marchands —en particulier la croissance du produit intérieur brut— pour se concentrer sur un objectif plus large d'approvisionnement social, qui redéfinit l'économie pour y inclure la production et les processus marchands et non marchands.

– James Heintz
Professeur, Université du
Massachusetts Amherst

l'ordre politique et remettent en cause les contrats sociaux existants, même si toutes ne conduisent pas à une rupture complète ou à un changement radical de l'ordre politique. Parmi les symptômes de la crise figurent l'augmentation des protestations et la diminution du niveau de confiance. Les gens descendent dans la rue en nombre sans précédent pour exprimer leurs griefs politiques et économiques croissants et leur mécontentement à l'égard des dirigeants politiques.⁷⁶ Une grande partie du mécontentement et du désenchantement croissants dans les régimes capitalistes démocratiques est liée aux multiples crises analysées dans le présent rapport, qui ont eu un impact négatif sur l'égalité, la mobilité sociale et la sécurité économique.⁷⁷ Les raisons de la baisse de confiance sont principalement attribuées à l'insécurité économique et à une gouvernance médiocre ou corrompue,⁷⁸ mais aussi à l'augmentation des inégalités.⁷⁹ En outre, le tissu politique démocratique est menacé par l'influence politique croissante des grandes entreprises, une marge de manœuvre politique qui se réduit dû à l'élaboration technocratique des politiques et aux conditionnalités politiques qui délégitiment les gouvernements,⁸⁰ tandis que les démocraties illibérales et le populisme se développent.⁸¹

Enfin, la crise du Covid-19 n'a pas seulement révélé les structures inégales de nos sociétés, mais a également agi comme un amplificateur des inégalités existantes et a creusé le fossé entre les moins puissants et les plus vulnérables et les autres. La pandémie s'est rapidement propagée dans le monde entier, mettant à rude

épreuve les systèmes de santé, les capacités des États et la résilience des populations. Les taux de mortalité des Noirs américains étaient 2,4 fois plus élevés que ceux des Blancs.⁸² Les femmes ont été plus susceptibles de perdre leur emploi pendant la crise du Covid-19, freinant ou même abandonnant leur carrière et leur sécurité financière.⁸³ Les confinements ont amplifié la violence basée sur le genre et la violence contre les personnes LGBTIQ+.⁸⁴ La pandémie a également intensifié les difficultés rencontrées par les migrants et les réfugiés pour accéder aux droits sociaux, économiques et politiques dans les pays d'accueil.⁸⁵ Les personnes vivant dans des quartiers défavorisés ont subi des impacts plus graves de la maladie, que ce soit directement en termes de nombre de cas, ou indirectement en termes d'effets sur les moyens de subsistance et la qualité de vie.⁸⁶ L'inégalité en matière de vaccins, définie comme l'inégalité d'accès et de déploiement des nouveaux vaccins contre la Covid-19 dans les pays à haut revenu en comparaison avec les pays à faible revenu, ainsi que l'énorme différence dans les mesures de relance budgétaire entre le Nord global et le Sud global, sont d'autres caractéristiques de la crise qui montrent comment les structures mondiales existantes et le manque de solidarité internationale ont renforcé les inégalités (voir figure O. 3). En outre, les répercussions économiques de la pandémie de Covid-19 ont été bien pires que celles de la crise financière de 2008, en particulier en Asie du Sud et en Afrique,⁸⁷ et ont entraîné une baisse de 3,4 pour cent du PIB mondial en 2020. Dans le même temps, le nombre de personnes à valeur nette très élevée a augmenté de 50 pour cent entre 2020 et 2022.⁸⁸

Si les groupes et les pays à revenu élevé peuvent se prémunir plus efficacement contre les conséquences négatives du changement climatique, des crises environnementales et des pandémies que les personnes pauvres et les pays à faible revenu, ils se rendent de plus en plus compte qu'ils ne peuvent pas se détacher totalement des impacts de la crise et de ses conséquences sociales et politiques. Les moments de crise ébranlent les idées reçues sur les voies du développement, perturbent les visions du monde acceptées et offrent l'occasion de repenser et de changer de direction en s'éloignant du statu quo. La prise de conscience du fait que tout le monde dépend des biens communs mondiaux et des biens publics et que personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas ouvre une fenêtre d'opportunité pour créer un nouveau contrat écosocial orienté vers une plus grande inclusion sociale, une plus grande égalité et une plus grande durabilité écologique.

MESSAGES CLÉS : CRISES À DESSEIN

UN

Les inégalités et les crises ne sont pas inévitables, mais résultent dans une large mesure de choix politiques. Notre système économique mondial a ouvert la voie à une ère de crises, où les inégalités, la dégradation et les menaces pour la résilience ont été intégrées dès sa conception.

●○○○○○

DEUX

Le passage au fondamentalisme du marché a accru les inégalités, l'instabilité et les crises économiques et financières systémiques, laissant tous les citoyens, sauf les plus riches, très vulnérables aux chocs.

●●○○○

TROIS

La crise environnementale et climatique, étroitement liée aux inégalités mondiales et aux systèmes économiques non durables, **atteint des points de basculement dangereux.** Les individus, les entreprises et les pays les plus riches du monde sont responsables de la majorité des émissions de CO₂, de l'utilisation des ressources et de la pollution, tandis que les groupes vulnérables sont les plus touchés par les pires conséquences du changement climatique et de la destruction de l'environnement.

○○●○○

QUATRE

Il y a une crise des soins, et elle entrave le développement social et les progrès vers l'égalité de genre. L'économie mondiale se caractérise par des normes patriarcales bien ancrées, une quantité disproportionnée de travail non rémunéré à la charge des femmes et des communautés, une sous-évaluation des soins sur le marché et des déficiences dans l'offre publique de soins.

○○○●○

CINQ

L'instabilité, l'insécurité, les inégalités et la concentration du pouvoir des élites sapent la confiance, l'espace politique et la légitimité de l'État. Les démocraties s'érodent ou reculent, et l'espace civique se referme. Les crises politiques se multiplient, se manifestant par des conflits violents, une augmentation des protestations et du mécontentement collectif, une polarisation politique et une captation des médias, avec de graves conséquences pour la démocratie, le développement et les droits de l'homme.

○○○●○

SIX

La crise du Covid-19 a révélé et amplifié les inégalités existantes entre les riches et les pauvres et entre les groupes sociaux, tout en effaçant les gains de développement du passé récent. L'inégalité face aux vaccins et les énormes disparités dans les politiques de relance budgétaire entre le Nord et le Sud global montrent comment de nouvelles couches d'inégalité et d'injustice ont été créées.

○○○○●

Nous n'aurions jamais pu faire face ensemble à cette pandémie. Le monde est trop inégal. Une description plus précise de son impact est fournie par le Secrétaire général des Nations Unies : la pandémie de Covid-19 a agi comme une radiographie, « révélant des fractures dans le squelette fragile des sociétés que nous avons construites ».

– Naila Kabeer

Professeure, London School of Economics

L'ère de l'inégalité : Inégalités croisées et pouvoir

S'attaquant à la nature multiforme des inégalités, à la fois moteurs et conséquences de la crise et du développement non durable, le rapport analyse les inégalités verticales et horizontales, leurs intersections et leurs liens avec le pouvoir. L'inégalité de revenus et l'inégalité liée à l'identité de groupe, lorsqu'elles se croisent, se renforcent mutuellement.⁸⁹ La pauvreté exacerbe souvent la violence structurelle et la discrimination dont souffrent déjà les personnes qui appartiennent à une ou plusieurs catégories marginalisées, par exemple les femmes et les groupes LGBTIQ+, les groupes raciaux ou ethniques minoritaires, les personnes âgées ou les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs du secteur informel, les populations rurales, les migrants et les réfugiés.

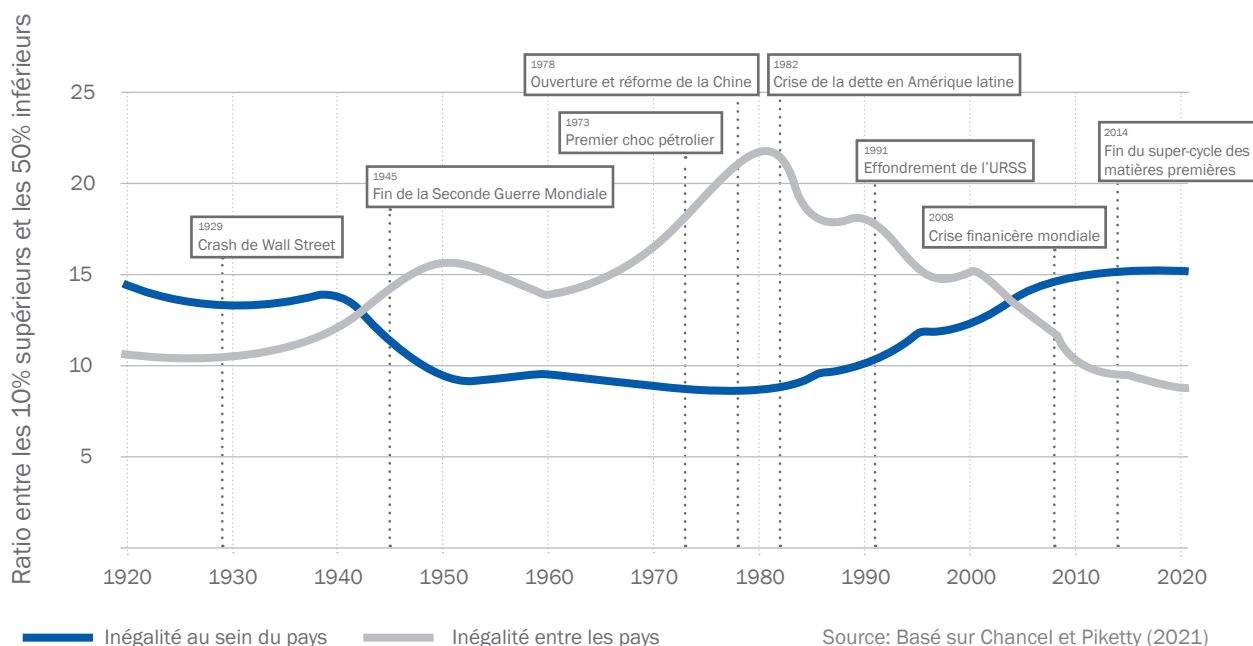
Le chevauchement des privilèges est l'autre côté de la médaille, qui nous permet d'étudier comment une petite minorité, les 1 pour cent ou 0,1 pour cent de propriétaires de richesses et de salariés les plus riches, accumulent des niveaux disproportionnés de ressources et de pouvoir. L'inégalité est un concept relationnel, reproduit dans les interactions entre les personnes. C'est également un concept multidimensionnel qui se manifeste différemment dans le temps —c'est-à-dire au cours de la vie et entre les générations— et dans l'espace.

L'inégalité n'est pas seulement une question de justice sociale et climatique, mais elle a des effets négatifs sur les principaux indicateurs de développement tels que la croissance, la stabilité macroéconomique, la réduction de la pauvreté, la santé, la nutrition et les indicateurs éducatifs, la violence, la protection sociale et l'emploi.⁹⁰

Les *inégalités économiques* telles que nous les observons aujourd'hui trouvent leur origine dans des injustices et des héritages historiques et se sont développées à l'ère de la financiarisation et de l'hypermondialisation. Elles sont dues aux asymétries des régimes commerciaux, financiers et d'investissement mondiaux, et à un environnement politique et réglementaire qui favorise la concentration des rentes ainsi que l'évasion et la fraude fiscales des grandes sociétés multinationales. Alors que la valeur est extraite à l'extrémité inférieure des chaînes de valeur mondiales, des coûts énormes sont imposés aux travailleurs, aux femmes, aux communautés locales et aux écosystèmes.⁹¹ Le revers de la médaille de la concentration croissante du capital et du pouvoir des entreprises est l'insécurité croissante des moyens de subsistance des petits exploitants et des micro-entreprises, ainsi qu'une main-d'œuvre de plus en plus précaire et mobile, composée de travailleurs migrants, informels et de l'économie à la tâche (*gig economy*). Ces groupes sont souvent dépourvus de protection sociale et de revenus sûrs et sont exposés à des risques accrus en temps de crise.⁹²

Alors que l'inégalité à l'intérieur des pays a diminué entre 1910 et 1980 (tandis que l'inégalité entre les pays a continué à augmenter), elle a augmenté entre 1980 et 2020 (tandis que l'inégalité entre les pays a commencé à diminuer ; figure O. 4).⁹³

Entre 1980 et 2020, période de l'hypermondialisation et de la financiarisation néolibérales, les 1 pour cent de revenus les plus élevés ont capté 22 pour cent de la croissance mondiale totale, contre 11 pour cent pour les 50 pour cent de revenus les plus faibles.⁹⁴ La convergence entre les pays a été stimulée par la croissance rapide de grandes économies comme la Chine et l'Inde, et par des taux de croissance par habitant plus élevés dans le Sud global que dans l'OCDE.⁹⁵ Cependant, la population pauvre du monde reste concentrée dans le Sud global, alors que la plupart des riches vivent dans le Nord global. Environ 84 pour cent des personnes touchées par une pauvreté multidimensionnelle vivent en Afrique subsaharienne (558 millions) et en Asie du Sud (530 millions).⁹⁶ Malgré une diminution des inégalités

Figure 0.4 Inégalité mondiale des revenus au sein des pays et entre eux, 1920–2020

relatives entre les pays, les disparités absolues entre les pays riches et les pays pauvres, mesurées par exemple par le revenu moyen par habitant, ont augmenté.⁹⁷ Enfin, alors que la convergence apparaît dans les capacités de base (les pays du groupe à faible développement humain rattrapent plus rapidement leur retard que ceux des groupes à développement humain plus élevé), la divergence apparaît dans les capacités avancées, par exemple, l'espérance de vie à un âge avancé ou la part des adultes ayant suivi un enseignement supérieur.⁹⁸

La répartition des richesses est encore plus inégale que celle des revenus (voir figures O. 1 et O. 4), la concentration la plus forte se situant tout en haut de l'échelle. Cette accumulation s'est accélérée ces dernières années, atteignant des chiffres stupéfiants pendant la pandémie de Covid-19, durant laquelle un nouveau milliardaire était créé toutes les 30 heures.⁹⁹

Les *inégalités sociales*, définies comme des désavantages liés à l'appartenance à un groupe, s'ajoutent aux inégalités économiques, entraînant des structures de stratification bien ancrées qui limitent les choix de vie et le bien-être des personnes, sapant ainsi la cohésion sociale, la démocratie et le développement économique.¹⁰⁰ Les groupes affectés par les injustices historiques et le manque de ressources et de pouvoir sont particulièrement exposés.¹⁰¹ Les peuples autochtones souffrent d'un manque d'accès à des systèmes de santé publique appropriés, n'ont pas été correctement pris en compte dans la formulation des mesures de confinement liées à la Covid-19

et n'ont eu qu'un accès limité à des informations préventives, comme des mises à jour sur la maladie dans des formats adaptés à leur culture et à leur langue.¹⁰² Aux États-Unis, les personnes LGBTIQ+ (16 ans et plus) sont près de quatre fois plus susceptibles d'être victimes de violences que les personnes non LGBTIQ+.¹⁰³ Les jeunes travailleurs, âgés de 15 à 24 ans, ont deux fois plus de chances de vivre dans l'extrême pauvreté que les travailleurs adultes. Quatre-vingt-cinq pour cent des personnes n'ayant pas accès à l'électricité vivent dans des zones rurales, ce qui a des répercussions négatives sur l'éducation, la santé et les revenus.¹⁰⁴ Ce sont les citoyens les plus vulnérables qui sont confrontés à un niveau disproportionné de risques liés au climat (voir encadré O. 2).¹⁰⁵ Environ 2 milliards de travailleurs dans le monde sont employés de manière informelle (l'emploi informel représentant une part plus importante du travail des femmes), soit 61 pour cent de la main-d'œuvre mondiale, ce qui signifie qu'ils ont tendance à travailler dans des conditions vulnérables et à gagner des revenus inférieurs à ceux des personnes ayant un emploi salarié.¹⁰⁶ De nombreux groupes vulnérables ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale. Moins de 20 pour cent des personnes âgées perçoivent une pension, 28 pour cent seulement des personnes gravement handicapées reçoivent des prestations d'invalidité en espèces, 35 pour cent seulement des enfants dans le monde ont accès à la protection sociale et 41 pour cent seulement des femmes qui accouchent sont couvertes par des prestations de maternité.¹⁰⁷

Encadré 0.2 Universités et inégalités sociales dans le Sud global

L'enseignement supérieur, historiquement un privilège des élites, est aujourd'hui reconnu comme une clé de la mobilité sociale et d'une plus grande égalité entre les genres et les races, permettant aux groupes défavorisés de s'émanciper et d'accroître leurs chances sur le marché du travail.^a Au cours des dernières décennies, plus d'un tiers des élèves quittant l'école secondaire ont été absorbés par une forme d'enseignement supérieur, contre un cinquième en 2000.^b Mais ces augmentations ne sont pas réparties uniformément entre les pays et la participation accrue à l'enseignement supérieur ne s'est pas nécessairement accompagnée d'un nombre suffisant de possibilités d'emploi formel pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, une situation qui s'est aggravée pendant la pandémie de Covid-19.^c En outre, la demande d'enseignement supérieur dans de nombreux pays du Sud global a dépassé la capacité des établissements d'enseignement public, qui ont subi des coupes budgétaires lors de l'ajustement structurel et des crises fiscales qui ont suivi. La demande croissante a été largement satisfaite par des prestataires privés, ce qui a eu des répercussions sur l'abordabilité et l'accessibilité à l'enseignement supérieur.^d Les étudiants riches dépassent largement les étudiants pauvres en termes de taux de fréquentation et sont beaucoup plus susceptibles de fréquenter des universités sélectives.^e

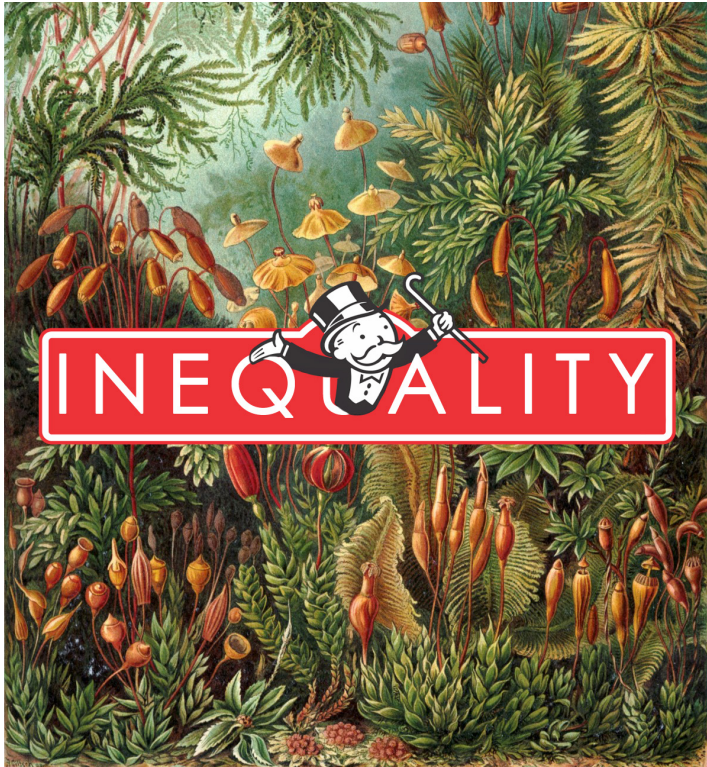
Une récente recherche de l'UNRISD a révélé que si la *disponibilité* des opportunités d'enseignement supérieur pour les élèves ayant quitté l'école et les apprenants adultes a augmenté au cours des dernières décennies, les pays du Sud global restent à la traîne par rapport au Nord global. L'expansion de l'enseignement supérieur privé ou payant comme principal mécanisme d'élargissement des possibilités reflète à la fois les contraintes budgétaires et les tendances internationales à la commercialisation des services publics. Cela a des effets néfastes sur l'accès et l'équité dans des contextes où les inégalités sont élevées et où la plupart des cohortes d'étudiants sont issues de familles à faibles revenus. Dans les contextes où les pressions en faveur du recouvrement des coûts et de la méritocratie entrent en concurrence avec les préoccupations d'équité, l'*accessibilité* a été améliorée par des politiques telles que les prêts étudiants subventionnés et les programmes d'aide à la vie quotidienne, l'expansion des programmes subventionnés dans les universités publiques, les systèmes de quotas favorisant les minorités raciales dans les concours d'entrée, l'expansion des infrastructures d'enseignement supérieur en dehors des centres urbains et l'enseignement à distance.

Les faibles revenus ou la pauvreté restent le principal obstacle à l'accès, certains groupes ethniques minoritaires et les femmes issues de familles plus aisées ayant réussi à accéder à l'enseignement supérieur payant. Cependant, les minorités raciales et ethniques, les étudiants à faible revenu, les étudiants issus d'écoles secondaires publiques ou dont les parents ont un faible niveau d'éducation, ou encore ceux qui vivent dans des zones reculées, sont toujours confrontés à des obstacles à l'accès et à l'achèvement de leurs études, tandis que les étudiantes sont souvent surreprésentées dans les programmes d'études et les établissements moins prestigieux et à faible rendement. Cela révèle des lacunes en termes d'horizontalité (niveaux inégaux de prestige et de qualité dans le système d'enseignement supérieur) et de potentiel de mobilité sociale dans l'enseignement supérieur dans les pays du Sud global, les inégalités verticales et horizontales se recoupant et déterminant dans une large mesure qui peut accéder à l'enseignement supérieur et à quelles conditions. Par exemple, les femmes ont tendance à être surreprésentées dans les universités moins prestigieuses, dans les programmes privés, payants (les universités publiques gratuites étant, dans de nombreux pays, les plus compétitives et de meilleure qualité) ou non diplômantes, et dans les formations diplômantes à faible potentiel de rémunération. Ce phénomène, combiné aux inégalités d'accès au capital social, notamment aux réseaux familiaux, à la ségrégation sur le marché du travail, aux responsabilités familiales et à d'autres désavantages décrits ci-dessus, entraîne une rentabilité moindre de l'enseignement supérieur pour les femmes par rapport aux hommes.

^a Carter et Hujo 2021; ^b McCowan et Bertolin 2020; ^c ILO 2021a; Marginson 2016; ^d UNESCO 2017; ^e Guzmán-Valenzuela 2016. Source: Ayelazuno et Aziabah 2021; Gaentzsch et Zapata-Román 2020; Lebeau et Oanda 2020; McCowan et Bertolin 2020; Simson et Harris 2020

Les inégalités économiques et sociales entraînent et sont entraînées par les *inégalités politiques*, car les élites accumulent de l'influence et du pouvoir pour préserver et perpétuer un système qui profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre. De nombreuses données suggèrent que les systèmes politiques se plient aux préférences des élites. Ces

préférences varient dans une certaine mesure d'un groupe à l'autre et d'un endroit à l'autre et sont souvent liées à la perception qu'ont les élites de l'inégalité et de la pauvreté,¹⁰⁸ mais on constate que les élites sont, dans leur grande majorité, plus satisfaites du système que les citoyens moyens, participent davantage et sont plus représentées



Les conséquences matérielles et symboliques du racisme doivent être traitées comme des éléments déterminants de l'agenda politique. Les structures institutionnelles et de pouvoir qui alimentent le racisme doivent être transformées.

– *Jailson de Souza e Silva*
 Directeur général, Instituto Maria
 e João Aleixo (IMJA)

en politique.¹⁰⁹ Les élites exercent une influence sur les politiques et la législation par le biais de diverses stratégies, notamment en influençant le processus électoral grâce aux réseaux d'entreprises et au lobbying, au contrôle des médias ou à la capture pure et simple de l'État.¹¹⁰ Les plus grandes entreprises ont une influence considérable sur l'économie mondiale, car leurs investissements sont de plus en plus essentiels à la stabilité économique et politique dans le monde.¹¹¹ En 2015, 69 des principaux générateurs de revenus dans le monde étaient des entreprises, tandis que 31 seulement étaient des États.¹¹² En période de crise, l'influence des entreprises sur la politique est souvent accrue et les conséquences amplifiées, car l'État agit pour les protéger des chocs. Par exemple, pendant la crise financière de 2008, les réponses se sont concentrées sur le renflouement des banques et des créanciers plutôt que sur la réduction de l'impact sur les groupes vulnérables. Pendant la pandémie de Covid-19, les entreprises ont joué un rôle démesuré dans l'élaboration des réponses politiques,¹¹³ notamment en éliminant la responsabilité des entreprises en matière de santé et de sécurité des travailleurs, en bénéficiant de réductions d'impôts et de fonds de relance, et en plaidant pour un affaiblissement de la réglementation environnementale.¹¹⁴

L'inégalité politique entraîne des répercussions importantes sur les possibilités de réaliser des changements progressifs, avec des effets particulièrement dévastateurs pour les groupes vulnérables. Les femmes et les minorités sont confrontées à des défis découlant de normes sociales qui les placent au bas de la hiérarchie du pouvoir, ainsi qu'à des obstacles institutionnels et à un accès limité. Si les femmes ont réussi à étendre leurs capacités de base, comme le droit de vote, elles n'ont guère amélioré leurs capacités avancées, comme la participation active à la prise de décisions politiques :¹¹⁵ seuls 26 pour cent des sièges des parlements nationaux sont occupés par des femmes.¹¹⁶ En outre, les conclusions d'un projet de l'UNRISD sur l'inclusion des personnes qui s'identifient comme LGBTIQ+ indiquent que la plupart des répondants LGBTIQ+ ont le sentiment qu'en pratique, ils ne peuvent pas s'engager dans les processus politiques sans risque de discrimination, et que s'ils le font, leur position ne sera pas autant prise en compte que celle d'un citoyen hétérosexuel cisgenre.¹¹⁷ Les progrès en matière de réduction des émissions sont également souvent fortement freinés par l'influence de l'élite, car les personnes et les entreprises fortunées sont en mesure d'utiliser leurs ressources et leur pouvoir pour influencer les politiques et les engagements environnementaux aux niveaux national et mondial.¹¹⁸

MESSAGES CLÉS : INÉGALITÉS CROISÉES ET POUVOIR

UN

Les niveaux élevés d'inégalité économique, qui se traduisent souvent par de profonds déséquilibres de pouvoir, **sapent le développement durable et empêchent tout changement transformateur**. Lorsqu'elles s'entrecroisent avec des inégalités liées à l'identité de groupe, comme le genre ou la race, elles peuvent conduire à des situations prolongées de marginalisation et d'oppression.

●○○○

DEUX

Les inégalités économiques, qui se sont aggravées au cours de la mondialisation néolibérale, **sont au cœur des asymétries de pouvoir et de la domination des élites**. Si la diminution globale des inégalités entre les pays a été le fait d'un petit nombre de grandes économies émergentes, les écarts en termes de revenus et d'autres indicateurs de développement se sont accrus pour de nombreux pays en développement.

○○●○

TROIS

Les inégalités sociales entre les groupes selon des critères tels que le genre, la race, l'origine ethnique ou la caste, l'âge, le handicap, la citoyenneté et d'autres caractéristiques sont fondées sur des hiérarchies qu'elles reproduisent en appliquant des règles et des pratiques discriminatoires. Ces inégalités sociales sont souvent liées à la pauvreté et au manque de ressources économiques, ce qui a un impact négatif sur les personnes, l'économie et l'équité. Les groupes marginalisés s'en sortent moins bien sur le plan social, l'intersection des formes d'inégalité aggravant la vulnérabilité.

○○●○

QUATRE

Les inégalités politiques et les asymétries de pouvoir entraînent et sont entraînées par les inégalités sociales et économiques, les élites accumulant influence et pouvoir pour préserver et perpétuer un système qui profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre. Il s'agit d'un contexte plus que difficile pour réaliser un changement progressif et qui a des impacts particulièrement dévastateurs pour les groupes vulnérables et l'environnement.

○○○●

Un nouveau contrat écosocial pour un monde plus égalitaire, juste et durable

Vers un nouveau contrat écosocial : Acteurs, alliances et stratégies

Dans un monde marqué par des crises multiples, des inégalités croissantes et l'injustice sociale, un grand nombre de personnes commencent à remettre en question les principes, les valeurs et les institutions publiques sur lesquels nos sociétés sont fondées, ce que des philosophes tels que Hobbes, Locke et Rousseau ont appelé le contrat social.¹¹⁹ Dans ce rapport, nous affirmons que le contrat social qui a dominé le vingtième siècle —un accord implicite entre les impératifs économiques de croissance et de productivité, et les impératifs sociaux de redistribution et de protection sociale— s'est effondré et ne peut soutenir la vision transformatrice de l'Agenda 2030. À l'ère de la mondialisation néolibérale, les inégalités croissantes et les crises multiples ont sapé les contrats sociaux dans différents contextes, produisant une crise politique de confiance et de légitimité et une crise de la reproduction sociale, tandis que l'humanité n'a pas encore trouvé de mécanisme efficace pour garantir la protection de la nature ou les droits des générations futures.

Différentes voix, issues de mouvements sociaux, de syndicats et d'entreprises, ont commencé à réclamer un nouveau contrat social,¹²⁰ y compris le Secrétaire général des Nations Unies, notamment dans son rapport « Notre Agenda Commun »,¹²¹ bien que les visions diffèrent quant à ce que devrait être un contrat social idéal. En effet, il est important de reconnaître la variété des contrats sociaux normatifs et du monde réel, ainsi que les asymétries de pouvoir et les inégalités structurelles qui les façonnent. Les contrats sociaux du monde réel ont tendance à s'éloigner de la notion de personnes libres et égales créant une société basée sur des règles acceptées par tous.¹²² Les contrats sociaux reflètent plutôt les structures de pouvoir et les inégalités existantes à de multiples niveaux et sous diverses formes, créant souvent des contrats de domination de facto.¹²³ Souvent, ils n'accordent pas une large participation politique aux groupes qui ne font pas partie de l'élite, se concentrant dans le meilleur des cas sur d'autres facteurs de légitimation tels que la sécurité ou la fourniture de services sociaux.¹²⁴ Le plus souvent, ils sont le résultat de marchandages entre élites et du pouvoir du marché.¹²⁵

On trouve des contrats sociaux dans toutes les sociétés. Il existe une grande diversité de contrats sociaux,

chacun émergeant de contextes différents et étant façonné par des facteurs historiques et contextuels. En Afrique, les approches communautaires dédiées au bien commun telles que *Ubuntu* — « Je suis parce que nous sommes » — impliquent que les individus se définissent à travers leur relation avec la communauté.¹²⁶ Le *Buen Vivir*, le paradigme du Bien Vivre, une vision holistique inspirée des connaissances et des valeurs indigènes qui promeut des relations harmonieuses entre les humains et la nature, est le fondement normatif des stratégies nationales de développement dans les constitutions de la Bolivie et de l'Équateur.¹²⁷ Une autre approche communautaire est l'*Ecoswaraj* ou autogestion ou autosuffisance écologique.¹²⁸ Elle combine le concept de *Swaraaj*, utilisé par Gandhi dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde, avec l'écologie. Comme pour tout contrat social, les philosophies et les imaginaires communautaires ne sont pas isolés des intérêts économiques et politiques. Ils nécessitent un engagement constant de la part des mouvements de base et d'autres personnes qui défendent leurs significations intrinsèques.¹²⁹

L'histoire récente montre que les contrats sociaux ne sont pas figés, mais renégociés lorsque les contextes changent, ou lorsque les contrats perdent leur légitimité et leur soutien. Les pays ont créé de nouveaux contrats sociaux à des moments critiques, en réponse à des changements de régime, aux demandes des citoyens et aux luttes sociales, en s'engageant dans une variété de réformes institutionnelles et politiques. En Afrique, par exemple, les contrats sociaux ont été réécrits par des gouvernements postcoloniaux indépendants, soucieux de la construction de la nation, de la légitimité de l'État et de la cohésion sociale, contribuant ainsi au développement économique et social.¹³⁰ Au cours de l'ère néolibérale, les contrats sociaux associés au capitalisme social ou à la construction de la nation ont été de plus en plus minés et remplacés par de nouveaux types de contrats mettant l'accent sur les responsabilités individuelles au détriment des valeurs communautaires, de la redistribution et de la fourniture de services publics, ce qui a entraîné une augmentation des inégalités et un affaiblissement des institutions publiques.¹³¹ Les réformes constitutionnelles associées aux processus de démocratisation (voir encadré O. 3), les réformes agraires progressives ou l'expansion des droits sociaux pendant la période du tournant social qui a ramené la politique sociale à l'ordre du jour du développement dans les années 1990 et 2000 sont différents exemples de la manière dont les contrats sociaux ont été renégociés, souvent avec des avantages réels pour les groupes vulnérables ou précédemment exclus.¹³²

Encadré 0.3 Renégociation des contrats sociaux après l'Estallido Social (explosion sociale) au Chili

Les manifestations organisées à Santiago du Chili en octobre 2019 ont été déclenchées par une hausse des tarifs du métro, mais se sont rapidement transformées en un rassemblement contre les inégalités et les coûts élevés des systèmes privatisés d'éducation, de santé et de sécurité sociale. Ils ont réuni environ 1,2 million de personnes, dont de nombreux citoyens de la classe moyenne, dans ce qui a été la plus grande marche de protestation depuis le retour du pays à la démocratie en 1989. L'augmentation du coût de la vie et les contraintes à la mobilité sociale étaient associées au régime économique néolibéral imposé sous la dictature de Pinochet depuis 1981 et qui a produit des avantages disproportionnés pour les riches élites économiques et politiques, avec peu de modifications fondamentales depuis la transition démocratique. Alors que le pays avait déjà connu des manifestations de masse auparavant, notamment celles menées par le mouvement étudiant réclamant des services éducatifs gratuits en 2012 et une marche d'un million de personnes en 2016 demandant une réforme du système de retraite privatisé du pays,^a les manifestations de 2019/2020 ont atteint une nouvelle ampleur, incitant le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans la capitale et entraînant de violents affrontements avec les forces de sécurité.^b Les protestations au Chili ont non seulement suscité une large attention médiatique à travers le monde, mais ont également obtenu des réponses concrètes du gouvernement répondant à leurs revendications, la plus importante étant l'élection d'une convention constitutionnelle chargée de rédiger une nouvelle Magna Carta, remplaçant la constitution très critiquée datant de l'ère Pinochet. Toutefois, les citoyens chiliens appelés à se prononcer sur le projet de texte en septembre 2022 ont rejeté la proposition à une large majorité. De toute évidence, le chemin vers la construction d'un nouveau contrat social n'est pas sans obstacles.

^a Pribble 2017; ^b DW 2019.

Compte tenu des crises économiques, sociales, écologiques et politiques qui se succèdent dans le monde, des organisations et des mouvements appellent à la création d'un nouveau contrat social entre les personnes, entre les citoyens et les gouvernements, et entre les personnes et la nature. Les Nations Unies ont une voix forte dans ce processus, sur la base de leur Charte et de leur cadre global des droits humains, de leurs différentes

Les citoyens ordinaires devraient être au cœur de l'élaboration des politiques climatiques vertes. Les gens disposent d'une série de ressources et d'un potentiel créatif pour influencer le processus : en tant qu'électeurs, propriétaires de richesses, consommateurs, citoyens et détenteurs de connaissances.

– Kumi Naidoo

Conseiller, Réseau des arts communautaires (CAN)
et Coalition pour une économie verte (GEC)

organisations œuvrant pour la paix, la sécurité, la stabilité économique et le développement durable, et du régime émergent de gouvernance climatique. L'Agenda 2030 pour le développement durable représente un consensus mondial de haut niveau et un engagement des États membres des Nations Unies sur les objectifs clés qu'un nouveau contrat écosocial doit remplir.

Le présent rapport part du principe que le contrat social doit être fondamentalement remanié si nous voulons parvenir à un développement durable pour tous ; il doit devenir un contrat *écosocial*, intégrant la dimension écologique et créant un nouveau contrat pour la planète et les générations futures. Ce nouveau contrat écosocial doit être fondé sur un large consensus entre les différentes parties prenantes, en s'engageant dans un processus de prise de décision démocratique, inclusif et participatif à plusieurs niveaux, et en alimentant les forums de prise de décision avec des propositions politiques fondées sur des preuves. L'idée de base d'un nouveau contrat écosocial est d'encourager une série de processus délibératifs aux niveaux local, national, régional et mondial, dans différents secteurs et avec différents groupes de parties prenantes, afin de parvenir à une vision commune, à des objectifs et engagements concrets et à des mécanismes de reddition des comptes.

Pour qu'un nouveau contrat écosocial soit durable, il doit y avoir un large consensus sociétal et mondial sur la question de savoir quels sont les biens publics communs (par exemple, maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 ° C, fournir un travail

décent à tous, et maintenir la paix et la sécurité mondiales conformément à la Charte des Nations Unies), comment y parvenir et comment les financer. L'obtention d'un tel consensus ne sera peut-être pas un processus facile, ni une solution rapide, mais il devrait s'agir d'un processus démocratique, inclusif et transparent.

Négocier un nouveau contrat écosocial exige également d'être explicite sur les fondements normatifs et les valeurs. Nous devons repenser les principes et les valeurs actuels qui guident nos sociétés et nos économies et qui sous-tendent les politiques et les institutions nécessaires pour relever les défis urgents du développement. Sur la base des preuves et des analyses présentées dans ce rapport, nous soutenons qu'un nouveau contrat écosocial devrait contribuer à reconfigurer une série de relations qui sont devenues fortement déséquilibrées –celles entre l'État et les citoyens, entre le capital et le travail, entre le Nord global et le Sud global, entre les humains et l'environnement naturel. Elle devrait se fonder sur le rééquilibrage des rôles hégémoniques de genre et des relations enracinées dans le patriarcat, sur la réparation des injustices historiques et sur le renforcement de la solidarité aux niveaux communautaire, national et mondial. Les nouveaux contrats écosociaux peuvent être guidés par une vision qui vise à rendre les contrats sociaux plus inclusifs, plus justes et plus durables en appliquant sept principes : droits humains pour tous ; contrats fiscaux progressifs ; économies et sociétés transformées ; un contrat pour la nature ; réparation des injustices historiques ; justice de genre ; et solidarité.



MESSAGES CLÉS : UN NOUVEAU CONTRAT ÉCOSOCIAL

UN

Le contrat social du XXe siècle, bien qu'il ait apporté le progrès social et un plus grand bien-être à un grand nombre de personnes, en a laissé beaucoup de côté et a ignoré les limites planétaires. Il n'a pas tenu ses promesses et n'est pas adapté à l'évolution du contexte mondial. Un nouveau contrat écosocial pour le XXIe siècle doit être pleinement inclusif et s'attaquer aux injustices historiques telles que le colonialisme et l'esclavage, ainsi qu'aux défis contemporains, tout en modifiant et en restructurant les économies et les sociétés afin de mettre un terme au changement climatique et à la destruction de l'environnement.

●○○○

DEUX

Il n'y a pas un seul contrat social, mais plusieurs. Alors que nous nous dirigeons vers un nouveau contrat écosocial, il y a beaucoup à apprendre de la diversité des visions communautaires et des expériences nationales dans toutes les parties du monde. La décolonisation des connaissances est essentielle pour modifier les asymétries de pouvoir.

○○●○

TROIS

Les contrats sociaux existants ont souvent été renégociés en temps de crise et à des moments critiques, ouvrant une fenêtre d'opportunité pour construire de meilleurs futurs. Il existe toutefois un risque de retour en arrière en raison d'accords conclus par les élites et d'une réaction de rejet contre l'équité et les droits de l'homme.

○○●●

QUATRE

Un nouveau contrat écosocial devrait être créé par le biais de processus délibératifs aux niveaux local, national, régional et mondial, dans différents secteurs et avec différents groupes de parties prenantes. Pour parvenir à une vision partagée et équitable et la transformer en résultats tangibles, nous avons besoin de changements normatifs, réglementaires et politiques et d'objectifs concrets, d'engagements et de mécanismes de responsabilité adaptés aux contextes locaux.

○○○●

Un nouveau modèle de développement pour la justice sociale, économique et environnementale

Si nous voulons faire de la crise une opportunité de changement, c'est maintenant qu'il faut agir. Un nouveau modèle de développement est nécessaire pour promouvoir la justice sociale, économique et environnementale, réduire les inégalités et s'attaquer aux facteurs de crise économique, sociale, environnementale et politique. Nous proposons un modèle qui repose sur une approche intégrée composée de trois piliers qui se renforcent mutuellement : des approches économiques alternatives centrées sur la justice environnementale et sociale et qui rééquilibrent les relations entre l'État, le marché, la société et la nature ; des politiques sociales transformatrices soutenues par un contrat fiscal équitable ; un multilatéralisme réimaginé et des solidarités renforcées (voir figure O. 5).

Les *approches économiques alternatives* doivent surmonter l'une des principales contradictions exposées dans ce rapport : l'exploitation des personnes et de la planète et les inégalités croissantes qui érodent le contrat social. Elles doivent également fournir un contre-récit à la croyance selon laquelle les marchés libres et le secteur privé peuvent à eux seuls assurer une croissance et un développement durables.¹³³ Enfin, ils doivent donner une nouvelle dimension aux relations clés —celles entre les États et les marchés, entre les différents acteurs du marché et le long des chaînes de valeur mondiales, et localement entre les marchés et les communautés.

Différents acteurs, dont des gouvernements, des syndicats et des organisations internationales, proposent un New Deal vert, qui nécessitera une coopération internationale et une refonte des institutions multilatérales afin de s'assurer que les règles fonctionnent pour promouvoir la justice sociale, économique et environnementale, tout en garantissant qu'il s'agit également d'une bonne affaire pour le Sud global.¹³⁴ Les organisations de la société civile et de la justice climatique, en particulier, proposent souvent des projets et des plans de transition juste qui envisagent des futurs fondamentalement différents, qui sont ancrés dans la pensée de l'économie solidaire et qui s'attaquent aux différentes dimensions des injustices et des inégalités existantes de manière intersectionnelle.¹³⁵ Les acteurs du monde des affaires sont de plus en

Figure 0.5 Un nouveau modèle de développement pour la justice sociale, économique et environnementale

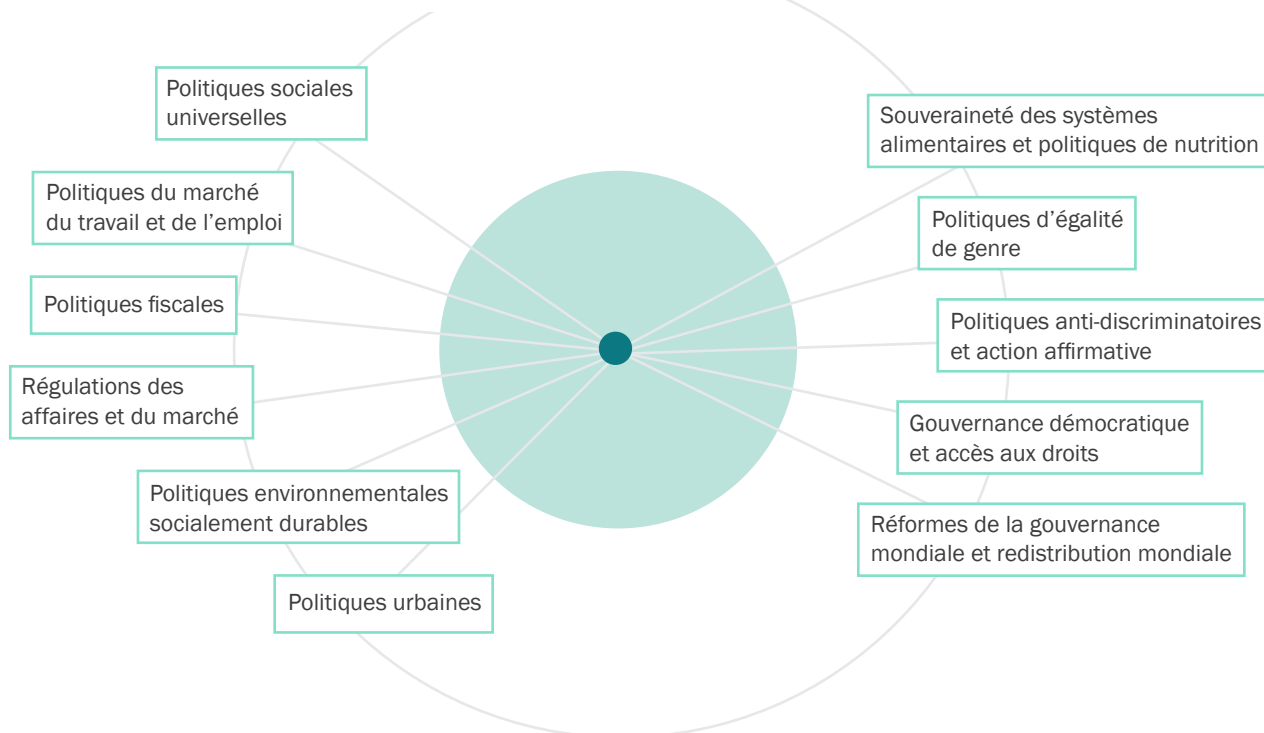
7 Principes pour la construction d'un nouveau contrat écosocial



3 Piliers d'un nouveau modèle de développement qui favorise la justice, l'égalité, la durabilité et la résilience



11 Plateformes politiques pour la réduction des inégalités



plus actifs dans la recherche de moyens d'intégrer les préoccupations environnementales, sociales et de gouvernance dans leurs activités, et les nouvelles approches en matière de rapports sur la durabilité des entreprises, telles que proposées par l'UNRISD, constituent une étape vers une mesure plus efficace des progrès réalisés en matière de développement durable, tout en incitant à appliquer des approches plus transformatrices.¹³⁶ Les préoccupations primordiales en matière de politique économique sont liées à la question de savoir comment créer au mieux une économie qui soit stable, durable et dynamique, qui crée des emplois décents et productifs, et qui soit propice aux innovations et aux progrès technologiques qui aident à relever les grands défis de notre époque, tout en minimisant les incitations à des comportements négatifs tels que la cupidité et la corruption. L'environnement politique économique actuel tend à favoriser les acteurs économiques puissants tels que les multinationales et les grandes entreprises au détriment des entités plus petites, dont certaines fonctionnent sur la base d'une plus grande durabilité environnementale et d'une gouvernance démocratique. Le rôle de l'État a souvent été réduit à la correction des prétendues défaillances du marché et à la mise en place d'un environnement favorable aux investisseurs.¹³⁷ Dans le contexte de la mondialisation, cela a souvent signifié la libéralisation et la déréglementation du marché, des politiques de stabilisation monétaire et la socialisation des risques d'investissement des entreprises à but lucratif, ce qui leur permet d'engranger d'énormes bénéfices sans payer les coûts liés à leurs activités.¹³⁸ Pour rendre nos économies plus inclusives, durables et productives, il est impératif de repenser et de réaménager le rôle de l'État dans le développement économique.¹³⁹ Cela impliquerait de modifier les relations entre les États et les marchés, d'améliorer la gouvernance des chaînes de valeur mondiales et d'établir de nouvelles relations entre les acteurs du marché et les communautés, en réinscrivant les activités économiques dans des contextes sociaux et territoriaux plus propices à l'inclusion, aux droits de l'homme et à la durabilité.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est une approche économique alternative qui pourrait répondre à ces exigences. En institutionnalisant l'action collective, en réinscrivant l'économie dans la société et en promouvant des formes de production, d'échange et de consommation qui protègent à la fois les personnes et la planète, elle vise à réaliser des objectifs émancipateurs au sein des sphères économiques et de l'économie politique au sens large.¹⁴⁰ En facilitant la production, l'échange et la

consommation durables sur le plan environnemental et social, l'ESS recentre les biens communs et établit un nouvel équilibre entre l'économie et la société afin de garantir que chacun dispose de ce dont il a besoin pour bien vivre, ce qui constitue l'essence d'un nouveau contrat écosocial.¹⁴¹ Comme le montre ce rapport, des cadres juridiques et des politiques publiques appropriés sont essentiels pour promouvoir l'ESS et maximiser son potentiel à rendre les économies et les sociétés plus durables (voir encadré O.4).

La *politique sociale transformatrice* et un contrat fiscal équitable jouent un rôle essentiel pour faire évoluer le modèle de développement actuel vers la justice sociale et climatique.¹⁴² Elles sont au cœur d'un nouveau contrat écosocial, qui profite à l'économie et à la société, renforce la cohésion sociale et la confiance, et apporte légitimité et crédibilité aux gouvernements. Des approches de la protection sociale institutionnalisées, à long terme, universelles et fondées sur les droits de l'homme, qui donnent à tous les segments de la société les moyens de jouer un rôle dans le développement de leurs communautés, sont essentielles pour réduire les inégalités et renforcer la résilience face aux chocs et aux crises à venir.¹⁴³ Les politiques sociales transformatrices jouent un rôle particulier dans la redistribution du travail de soins non rémunéré dans la société et dans le soutien à la reproduction sociale, en reliant les sphères qui ont été séparées et qui nous ont conduits au scénario de crise actuel. La politique sociale est également très importante pour la stabilisation de

L'expérience de la Self-Employed Women's Association (SEWA), qui organise les travailleuses du secteur informel depuis plus de cinq décennies en Inde, a montré que, pour relever les multiples défis auxquels ces travailleuses sont confrontées, il est nécessaire de renforcer leur agence collective, leur pouvoir de négociation et leur leadership pour les aider à lutter contre les conditions de travail injustes et leur apporter voix, visibilité et validité en tant que travailleuses.

– Reema Nanavaty

Directrice, Développement économique et rural,
Self-Employed Women's Association (SEWA)

Encadré 0.4 Promouvoir l'ESS par des politiques publiques : Lignes directrices pour les gouvernements locaux—Dakar

Au Sénégal, l'ESS a été promue comme une réponse à un contexte de croissance qui n'a pas réussi à ruisseler pour fournir des gains de développement social plus larges. L'économie sénégalaise a connu un taux de croissance annuel moyen de plus de 6 pour cent ces dernières années (2016-2019), tiré principalement par la demande intérieure, alimentée par les dépenses publiques et la croissance des revenus des ménages, y compris les transferts de fonds des travailleurs sénégalais à l'étranger. Malgré la croissance économique, les taux de chômage et de sous-emploi ont atteint respectivement 16,9 pour cent et 27,7 pour cent en 2019. Ces taux sont plus élevés dans les zones rurales et pour les femmes. En 2019, les taux de chômage des femmes et des hommes étaient respectivement de 27,6 pour cent et 8,6 pour cent. La majorité des citoyens sénégalais ne pensent pas partager les bénéfices de la croissance économique, et la pauvreté est ancrée.

Deux réponses notables de l'ESS à cette situation ont été les coopératives de logement et les mutuelles de santé. Dans le contexte de l'augmentation du coût du logement, l'option coopérative est devenue une alternative pour les personnes qui veulent être propriétaires d'une maison. Dans la région de Dakar, plus de 600 coopératives d'habitation ont été créées. Par ailleurs, plus de 100 mutuelles de santé ont été créées depuis 2012. Elles fournissent une assurance maladie, comblant ainsi le grand vide dans l'offre de santé publique, et contribuent à l'amélioration des conditions de santé de la population dans les zones urbaines et rurales. En réponse à la croissance du secteur de l'ESS et à ses avantages, le gouvernement sénégalais a fait de l'ESS un secteur prioritaire dans le cadre du Plan Sénégal Emergent, le plaçant en deuxième position parmi cinq initiatives majeures. Le gouvernement a décidé de promouvoir et de développer le secteur de l'ESS car la fonction productive et redistributive de l'ESS peut aider les personnes défavorisées et marginalisées à partager les bénéfices de la croissance économique et, par conséquent, renforcer une société démocratique.

En juin 2021, le parlement national sénégalais a adopté la loi-cadre sur l'ESS, qui a introduit les définitions officielles des termes utilisés dans le secteur de l'ESS, des taxes spéciales pour le secteur de l'ESS, et la création d'un Conseil national de l'ESS qui sera l'institution nationale clé pour promouvoir l'ESS. Le RACTES (Réseau des Acteurs et Collectivités de l'ESS) a joué un rôle important en fournissant des contributions aux législateurs et en faisant pression pour l'adoption de la loi-cadre sur l'ESS. En particulier, ses recommandations sur les politiques de promotion de l'ESS, tirées de la recherche de l'UNRISD sur « Les politiques publiques pour l'économie sociale et solidaire : L'expérience de la ville de Dakar »^a et « Lignes directrices pour les collectivités locales sur les politiques d'économie sociale et solidaire »,^b ont été adoptées comme le chapitre IV « Mesures d'accompagnement et de promotion de l'ESS » de la loi-cadre sur l'ESS.

^a Diop et Samb 2021; ^b Jenkins et al. 2021.

Sources: Diop et Samb 2021; RTES 2021.

l'économie par le biais de ce que l'on appelle les stabilisateurs automatiques (lorsque l'économie se contracte en période de récession, les recettes fiscales diminuent et les paiements de transfert augmentent, et vice versa en période d'expansion), pour la production en investissant dans une main-d'œuvre saine et éduquée, et en termes de redistribution des revenus du marché pour accroître l'égalité, avec des impacts positifs sur la croissance et la réduction de la pauvreté.¹⁴⁴ Les programmes d'assurance et d'assistance sociales protègent les personnes contre les risques liés au cycle de vie et au marché et sont des instruments clés pour amortir les impacts des crises, des chocs et des urgences humanitaires.¹⁴⁵

Il est nécessaire de réinventer les idées sur les soins et l'éthique des soins, ainsi que sur la manière dont le travail et les services de soins sont valorisés dans les sphères marchandes et non marchandes.¹⁴⁶ Les

soins doivent être au centre d'un nouveau modèle économique et social. Les tendances mondiales telles que le vieillissement et la pandémie de Covid-19 ont démontré que nous sommes au point de basculement d'une crise des soins. Pour enrayer cette évolution, nous avons besoin de services de soins financés par des fonds publics (universels), y compris les soins de santé, et nous devons améliorer les conditions de travail des travailleurs du secteur des soins, y compris les travailleurs domestiques. Il faut aussi créer un contexte favorable aux aidants non rémunérés par le biais de politiques qui améliorent l'accès aux services sociaux et à la protection sociale et facilitent la combinaison du travail rémunéré et non rémunéré, par exemple, par la réglementation du marché du travail et les politiques de congé parental.¹⁴⁷ La réforme de l'économie des soins et de notre approche des soins est une étape essentielle vers un nouveau contrat de genre fondé sur la justice.

La réalisation des propositions [visant à démocratiser l'accès aux vaccins] est freinée par des contraintes essentiellement politiques, qui reflètent l'important pouvoir de lobbying dont disposent les grandes entreprises auprès des États du monde entier. Mais ces contraintes ne sont contraignantes que si les citoyens n'exercent pas une contre-pression suffisante sur leurs gouvernements. Cela est nécessaire non seulement pour garantir l'équité en matière de vaccins qui est essentielle pour faire face à la pandémie de Covid-19, mais aussi pour atteindre la solidarité internationale qui est une condition minimale pour que l'humanité puisse faire face à d'autres menaces existentielles telles que celle posée par le changement climatique.

– Jayati Ghosh
Professeure, Université du
Massachusetts Amherst

Les politiques sociales transformatrices, par opposition aux politiques sociales résiduelles ou ciblées, sont fondées sur des droits institutionnalisés et assurent une couverture universelle pour tous et toutes au long de la vie, par exemple, les allocations familiales et les pensions sociales universelles,¹⁴⁸ les politiques d'inclusion sociale,¹⁴⁹ l'extension de la couverture de la protection sociale aux travailleurs informels et indépendants,¹⁵⁰ les garanties de revenu de base¹⁵¹ et les politiques de salaire minimum.¹⁵² Elles comprennent des services sociaux essentiels tels que la santé et l'éducation ainsi que des politiques du marché du travail favorisant l'emploi productif et le travail décent, tout en développant les capacités des travailleurs à s'épanouir dans leur vie professionnelle et en favorisant leurs capacités d'adaptation à des environnements économiques changeants.¹⁵³ Si elles sont bien conçues et mises en œuvre, elles peuvent s'attaquer aux inégalités intersectionnelles, à l'exclusion sociale et à la stratification tout en créant un sentiment plus fort de citoyenneté et de solidarité.¹⁵⁴ Le soutien aux groupes marginalisés et vulnérables peut se faire par le biais de l'action affirmative, de la sensibilisation et de l'éducation, et de mesures visant à minimiser la discrimination et les préjugés dans la mise en œuvre des politiques.¹⁵⁵ Les approches intégrées susceptibles de créer des synergies entre les politiques sociales et la prestation de services revêtent une importance particulière, par exemple les systèmes de soins intégrés,¹⁵⁶ et entre les

objectifs sociaux et environnementaux, par exemple les politiques écosociales.¹⁵⁷

Les politiques sociales doivent être financées par un contrat fiscal équitable,¹⁵⁸ garantissant à la fois la durabilité du financement et la réduction des inégalités et des impacts sociaux négatifs.¹⁵⁹ La fiscalité a le plus fort potentiel de contribution à la croissance de la demande, à la stabilité économique et à une plus grande égalité lorsqu'elle cible les hauts revenus, les bénéfices exceptionnels excessifs et l'accumulation de richesses et les activités spéculatives qui y sont liées¹⁶⁰ tout en offrant des incitations à la production et à la consommation durables.¹⁶¹ Pour réussir les négociations fiscales au niveau national, il faut ramener les élites économiques dans le contrat social. Les réformes au niveau mondial devraient favoriser la redistribution mondiale et l'accès durable au financement, réduire la dette extérieure dans le Sud global et freiner la financiarisation, la concurrence et l'évasion fiscales et la fuite des capitaux.¹⁶²

Dans un monde profondément intégré où les questions transnationales prennent de plus en plus d'importance, les réformes des politiques nationales ne nous mèneront pas loin. Le troisième pilier d'un nouveau modèle de développement pour la justice sociale et climatique est un système de gouvernance mondiale réformé, fondé sur *un multilatéralisme réimaginé et des solidarités renforcées*, reconnaissant les interdépendances de tous les peuples et entre les humains et la nature.¹⁶³ Ce régime mondial devrait créer un environnement favorable à la sécurité, à la paix, aux droits de l'homme et au développement durable, et chercher à surmonter les fractures et les inégalités qui nous divisent. Pour mettre un frein à l'hypermondialisation néolibérale et remédier aux asymétries du pouvoir mondial, il faut renforcer les règles et réglementations qui réintègrent l'économie mondiale dans les normes sociales et écologiques, accroître le poids du Sud global dans les relations internationales et l'économie mondiale, renforcer la voix et l'impact de la société civile dans le multilatéralisme et encourager la solidarité et les nouvelles valeurs. Ce nouveau modèle de développement doit être étayé par une plateforme politique transformatrice visant à réduire les inégalités (voir figure O. 5).¹⁶⁴

En résumé, la création d'une économie et d'une société qui se soucie des autres et prospèrent exige que nous repensions les priorités, que nous nous éloignons d'une focalisation exclusive sur la croissance et les profits, et que nous changions les institutions, les politiques et les comportements qui



ont un impact négatif sur notre économie, notre environnement et nos relations sociales, aux niveaux national et mondial.

La question clé est alors de savoir comment obtenir le soutien politique et les moyens financiers nécessaires pour mettre ces suggestions en pratique. La création d'alliances est essentielle pour exploiter efficacement le pouvoir du plus grand nombre afin de limiter l'influence de quelques-uns et de rééquilibrer les structures de pouvoir existantes. Ces alliances prennent une forme très différente aujourd'hui de ce qu'elles étaient dans le passé, s'adaptant et changeant face à des systèmes économiques en évolution, des identités changeantes, de nouvelles formes de politique et de communication, de nouvelles conceptions de classe, un monde du travail transformé et des notions réimaginées de la famille et de la communauté. Par exemple, des formes de résistance collective émergent parmi les travailleurs numériques, qui utilisent les médias sociaux pour organiser des grèves et des protestations et créer des syndicats ou des alliances, ainsi que pour mobiliser des mécanismes juridiques afin de faire pression pour leurs droits.¹⁶⁵ De nouvelles formes de collaboration apparaissent parmi les groupes marginalisés qui appliquent diverses stratégies pour s'adapter à des environnements en mutation rapide tout en stabilisant leurs moyens de subsistance. Ils développent des stratégies innovantes pour accroître leur capital d'investissement, comme dans le cas des pêcheurs du Tamil Nadu,¹⁶⁶ ou coproduisent des services sociaux afin de modifier leurs relations avec l'État et les fournisseurs du marché, comme dans le cas des travailleurs informels en Inde et en

Thaïlande.¹⁶⁷ Ils créent des réseaux de différents types d'acteurs, par exemple entre les travailleurs domestiques et les femmes au foyer en Uruguay, pour se mobiliser en faveur des droits du travail et de l'égalité des genres.¹⁶⁸ Les alliances entre syndicats et autres associations de travailleurs ont permis d'augmenter les salaires minimums, d'améliorer la sécurité et la santé au travail et de faire progresser d'autres formes de législation du travail grâce à l'utilisation des mécanismes de dialogue social et à la contribution constructive d'experts.¹⁶⁹

Les recherches de l'UNRISD ont montré que la combinaison d'un leadership progressiste inspiré par le bien commun et l'intérêt public et d'une pression à la base exercée par des citoyens protestataires, des mouvements sociaux progressistes et des organisations de la société civile, soutenus par des organisations et des cadres multilatéraux, peut contribuer grandement à des approches de développement plus durables et inclusives.¹⁷⁰ Tirer des enseignements des expériences passées réussies en matière de lutte contre les inégalités et des politiques et stratégies politiques qui ont fonctionné permet de tirer des leçons pour les luttes futures.¹⁷¹ Ce n'est que par cette forme d'apprentissage et d'action collective que nous pourrions à la fois identifier les stratégies et rassembler la force nécessaire pour soutenir le nécessaire virage écosocial, et construire un nouveau contrat écosocial basé sur un nouveau modèle de développement durable qui soit non seulement plus résistant aux crises, mais aussi beaucoup plus inclusif, égalitaire et en harmonie avec notre planète que les précédents.

MESSAGES CLÉS : UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

UN

Nous avons besoin d'un nouveau modèle de développement pour la justice sociale et climatique. La mise en œuvre de la vision d'un nouveau contrat écosocial nécessitera une approche intégrée composée de trois piliers qui se renforcent mutuellement : des approches économiques alternatives centrées sur la justice environnementale et sociale et rééquilibrant les relations entre l'État, la société, les marchés et la nature ; des politiques sociales transformatrices financées par un contrat fiscal équitable ; et un multilatéralisme et des solidarités renforcés.

●○○○○

DEUX

Les approches économiques alternatives —telles que l'économie sociale et solidaire, les propositions progressistes pour un Green New Deal et les stratégies de transition juste— **promettent de rendre nos économies plus durables et équitables.** Pour réaliser cette transformation, les États doivent jouer un rôle actif dans le développement et élargir leur espace politique, en particulier dans le Sud global.

●●○○○

TROIS

Les politiques sociales transformatrices sont des éléments clés d'un nouveau contrat écosocial. Elles comprennent une protection sociale universelle et des services sociaux, des systèmes de soins intégrés et des politiques du marché du travail favorisant le travail décent et l'emploi productif. Elles doivent être fondées sur un pacte fiscal équitable où les riches paient relativement plus que les pauvres, tout en favorisant des instruments de financement innovants qui soutiennent la transition vers la durabilité.

○○●○○

QUATRE

Les progrès vers la transformation aux niveaux régional, national et local peuvent être renforcés par un système multilatéral réimaginé et des solidarités. Une réforme et une réglementation internationales visant à soutenir le changement transformateur sont nécessaires dans de multiples domaines : freiner la concurrence et l'évasion fiscales ; améliorer les normes sociales et environnementales le long des chaînes de valeur mondiales ; inverser la concentration du pouvoir économique et politique de l'élite commerciale mondiale ; et renforcer la redistribution et la coopération mondiales. Les asymétries de pouvoir dans le multilatéralisme doivent être rééquilibrées en donnant plus de pouvoir au Sud global et aux acteurs de la société civile.

○○○●○

CINQ

Le changement transformateur peut être soutenu par un nouveau discours, qui abandonne les mythes des marchés autocorrectifs, des ressources naturelles renouvelables à l'infini et du développement « au compte-gouttes ». Une telle approche doit s'attaquer aux facteurs de crise structurels, aux inégalités bien ancrées et aux contradictions internes associées à l'hypermondialisation néolibérale. Les dirigeants progressistes, les citoyens actifs et les mouvements sociaux doivent unir leurs forces pour parvenir à une vision véritablement inclusive de la justice climatique et sociale.

○○○○●

Notes de fin d'ouvrage

- 1 Oxfam 2022a.
- 2 ONU 2021a.
- 3 ONU 2015.
- 4 Chancel et Piketty 2021; UN DESA 2020a.
- 5 Bartels 2008; Cagé 2020; Cárdenas et Robles-Rivera 2020; Gilens 2012.
- 6 Ortiz et al. 2020.
- 7 Radačić et Facio 2020; Roggeband et Krizsán 2020.
- 8 UN DESA 2020b; UNHCR 2022.
- 9 CNUCED 2020.
- 10 Dasgupta 2021; GIEC 2021; PNUD 2020.
- 11 Oxfam 2021, 2022a.
- 12 Credit Suisse 2022; Oxfam 2018, 2022a.
- 13 Oxfam 2022a.
- 14 Hujo et Carter 2022.
- 15 Voir, par exemple, Berg et Ostry (2011), Chancel (2017), Dorling (2019), Mounk (2018), Stiglitz (2012), Therborn (2013), PNUD (2019), UNRISD (2010), et Wilkinson et Pickett (2009).
- 16 Hujo et Carter 2019a; Oxfam 2021; ONU 2022a.
- 17 Stewart 2013, 2016.
- 18 ONU 2022a.
- 19 UNRISD 2000, 2010; Utting et al. 2012.
- 20 Fraser 2021.
- 21 Voir, par exemple, Meagher (2022), Standing (2019).
- 22 Heintz et al. 2021; ONU 2021a.
- 23 Fraser 2021; Offe 1976.
- 24 Koh et Yu 2020.
- 25 Ortiz et Cummins 2021.
- 26 UN DESA 2022.
- 27 Ortiz et al. 2020.
- 28 Blanton et al. 2019.
- 29 ONU 2021b.
- 30 GIEC 2021.
- 31 WWF 2020.
- 32 OMM 2021.
- 33 Oxfam 2022a.
- 34 Neumann et al. 2015.
- 35 OMM 2021.
- 36 OIT 2018a.
- 37 Devercelli et Beaton-Day 2020.
- 38 ONU Femmes 2020a.
- 39 OIT 2018a.
- 40 OIT 2018a.
- 41 OIT 2018a.
- 42 OIT 2018a.
- 43 Civicus 2020.
- 44 Brannen et al. 2020.
- 45 PNUD 2021.
- 46 UIP 2022.
- 47 Noam 2016.
- 48 Lupu et Warner 2022.
- 49 OMS n.d.
- 50 *The Economist* 2022.
- 51 ONU 2021a.
- 52 OIT 2021a.
- 53 CDC 2022.
- 54 Notre monde en données s.d.a.
- 55 Oxfam 2022a.
- 56 OIT 2021b.
- 57 UNRISD 2016; Utting et al. 2012.
- 58 UNRISD 2016.
- 59 Horn et al. 2009; Rajan 2010; Stiglitz 2012; Stockhammer 2015; ONU 2017.
- 60 Dymski et al. 2013; Fukuda-Parr et al. 2013.
- 61 Ortiz et al. 2020.
- 62 Grusky et al. 2011.
- 63 Gough 2017; Monkelbaan 2021; Raworth 2018.

- 64 Raworth 2018; Rockström et al. 2009.
- 65 Notre monde en données s.d.b.
- 66 Oxfam 2020a.
- 67 Dowling 2021a; Fraser 2016.
- 68 ONU Femmes 2019.
- 69 OIT 2018a.
- 70 Oláh 2015; OCDE 2011.
- 71 Razavi 2007; ONU Femmes 2018.
- 72 Esquivel et Kaufmann 2017; ONU Femmes 2020a.
- 73 OIT 2018a.
- 74 Batthyany 2020.
- 75 Antonopoulos et al. 2012; ONU 2020a; ONU Femmes 2020b, 2020c.
- 76 Brannen et al. 2020; CIVICUS 2020; Ortiz et al. 2022.
- 77 Offe 1976; Vaugirard 2007.
- 78 Perry 2021.
- 79 Bjørnskov 2007; Gould et Hijzen 2016; Rothstein et Uslaner 2005.
- 80 Crouch 2004; Mkandawire 2006; Reich 1991.
- 81 Mounk 2018; Mudde et Rovira Kaltwasser 2017; Zakaria 1997.
- 82 Poteat et al. 2020.
- 83 Oxfam 2022a.
- 84 ONU 2020b; UN DESA 2020c.
- 85 Foley et Piper 2021; Guadagno 2020; OIT 2020a.
- 86 Alcântara et al. 2020; Guy 2020; Slattery et al. 2020.
- 87 CNUCED 2021.
- 88 Credit Suisse 2022.
- 89 Crenshaw 1991; Kabeer 2014; Stewart 2013; UNRISD 2010.
- 90 Chancel 2017; Lakner et al. 2020; Stiglitz 2012; Therborn 2013; PNUD 2019, 2020; UNRISD 2010; Wilkinson et Pickett 2009.
- 91 Kesselring et al. 2019; Milanovic 2016; Phillips 2017; Sachs et al. 2020; Stiglitz 2012; CNUCED 2015.
- 92 Hujo et Carter 2019a; Meagher 2022; Standing 2014.
- 93 Chancel et Piketty 2021.
- 94 Chancel et Piketty 2021.
- 95 Bourguignon 2016.
- 96 Groupe indépendant 2019.
- 97 UN DESA 2020a.
- 98 PNUD 2019.
- 99 Oxfam 2022b.
- 100 Alkire et al. 2020; Hughes et al. 2009; Hujo et Carter 2019a; Groupe indépendant 2019.
- 101 Jelin et al. 2017.
- 102 IWGIA 2021; ONU 2020c.
- 103 Flores et al. 2020.
- 104 ONU 2021a.
- 105 Krause 2019; Tran et Krause 2020.
- 106 OIT 2020b; Ghosh 2021.
- 107 UN DESA 2020c.
- 108 Atria et al. 2020; Krozer 2020; Moraes Silva et al. 2022; Seekings 2022.
- 109 Bartels 2008; Cagé 2020; Dal Bó et al. 2017; Gilens 2012; Lupu et Warner 2022; López et Dubrow 2020; Pontusson 2018; Traber et al. 2021.
- 110 Fairfield 2015; Schiffrin 2021.
- 111 Korten 2015.
- 112 Dauvergne 2018.
- 113 Oxfam 2020b.
- 114 Earthworks et al. 2020; Encarnación López 2020; Gangitano 2020; Kopp 2020; Lazarus 2020; Myers 2020; Ross 2020.
- 115 PNUD 2019.
- 116 UIP 2022.
- 117 Kaplani et Carter 2020.
- 118 Oxfam 2020b.
- 119 Hobbes 1996 [1651]; Locke 1823 [1690]; Rousseau 1762.
- 120 Kempf et al. 2022.
- 121 ONU 2021a.
- 122 Sen et Durano 2014; Ulriksen et Plagerson 2014.
- 123 Mills 2007; Pateman 1988.
- 124 Desai 2022; Loewe et al. 2021.
- 125 Therborn 2014.
- 126 Chemhuru 2017.
- 127 Barié 2014; Paz Arauco 2020.
- 128 Kothari et al. 2014.
- 129 Desai 2022.
- 130 Adesina 2010; Aina 2021; Mkandawire 2009; Noyoo et Boon 2021; Nugent 2010.
- 131 Alfes et al. 2022; Meagher 2022; Nugent 2010; Prügl et al. 2021; Sen et Durano 2014.
- 132 Cornia 2021; UNRISD 2016.
- 133 CNUCED 2019.
- 134 Gallagher et Kozul-Wright 2019; Gough 2021; Pettifor 2019; CNUCED 2019; Yu 2021.
- 135 JTRC 2019.
- 136 Utting et O'Neill 2020.
- 137 Mazzucato 2013.
- 138 Gabor 2021.
- 139 Mazzucato 2021; CNUCED 2021.
- 140 UNRISD 2016; Utting 2015; Yi 2017.
- 141 Gough 2021; Standing 2019; Unmüßig et al. 2012.
- 142 UNRISD 2010, 2016.
- 143 UN DESA 2020c.
- 144 Mkandawire 2004.
- 145 UNRISD 2010, 2016.
- 146 Fraser 2016; Ulriksen et Plagerson 2014.
- 147 OIT 2018a; UNRISD 2016, 2018a, 2018b, 2018c.
- 148 Hujo 2014; Hujo et Carter 2019b; Hujo et Cook 2012.
- 149 Koehler et Namala 2020.
- 150 Abramo et al. 2019; OIT 2018b.
- 151 ONU Femmes 2021.
- 152 Francis et Valodia 2021.
- 153 UNRISD 2016.
- 154 Ulriksen et Plagerson 2014.
- 155 Pires 2022.
- 156 Esquivel et Kaufmann 2017; UNRISD 2016.

- 157 UNRISD 2016.
- 158 UNRISD 2016.
- 159 Hujo 2020; UNRISD 2021b.
- 160 Oxfam 2022b; CNUCED 2019.
- 161 Voir ONU (2022b).
- 162 ONU 2022b; CNUCED 2021.
- 163 PNUD 2022.
- 164 Hujo et Carter 2019a.
- 165 Meagher 2022.
- 166 Rao et Manimohan 2020.
- 167 Alfes 2022.
- 168 Rojas Scheffer 2022.
- 169 Francis et Valodia 2021; Torres-Tovar 2019.
- 170 UNRISD 2016.
- 171 DFI et Oxfam 2020; Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies 2021; Phillips 2020.

Références

- Abramo, Laís, Simone Cecchini and Beatriz Morales. 2019. *Programas sociales, superación de la pobreza e inclusión laboral: aprendizajes desde América Latina y el Caribe*. Santiago: Comisión Económica para América Latina y el Caribe.
- Adesina, Jimi O. 2010. *Rethinking the Social Protection Paradigm: Social Policy in Africa's Development*. Paper prepared for the conference Promoting Resilience through Social Protection in Sub-Saharan Africa, 28–30 June. Dakar: European University Institute.
- Aina, Tade Akin. 2021. "Reclaiming Transformative Social Policy for Inclusive Development." In *Social Policy in the African Context*, edited by Jimi O. Adesina, 13–28. Dakar: Council for the Development of Social Science Research in Africa.
- Alcântara, Enner, José Mantovani, Luiz Rotta, Edward Park, Thanan Rodrigues, Fernando Campos Carvalho and Carlos Roberto Souza Filho. 2020. "Investigating Spatiotemporal Patterns of the COVID-19 in São Paulo State, Brazil." *Geospatial Health*, 15(2):201–209.
- Alfers, Laura. 2022. "Informal Workers Co-Producing Social Services in the Global South: Task Shifting or Political Strategy Towards a New Social Contract?" In *Between Fault Lines and Frontlines: Shifting Power in an Unequal World*, edited by Katja Hujo and Maggie Carter, 226–241. London: Zed/Bloomsbury.
- Alfers, Laura, Martha Chen and Sophie Plagerson (eds.). 2022. *Social Contracts and Informal Workers in the Global South*. Cheltenham: Edward Elgar.
- Alkire, Sabina, Pedro Conceição, Maria Cecilia Calderón, Jakob Dirksen, Maya Evans, Rolando Gonzales Martinez, Jon Hall, Admir Jahic, Usha Kanagaratnam, Maarit Kivilo, Milorad Kovacevic, Fanni Kovesdi, Corinne Mitchell, Ricardo Nogales, Anna Ortubia, Monica Pinilla-Roncancio, Natalie Quinn, Carolina Rivera, Sophie Scharlin-Pettee and Nicolai Suppa. 2020. *Charting Pathways out of Multidimensional Poverty: Achieving the SDGs*. New York: United Nations Development Programme; Oxford: Oxford Poverty and Human Development Initiative.
- Antonopoulos, Rania, Thomas Masterson and Ajit Zacharias. 2012. *It's About "Time": Why Time Deficits Matter for Poverty*. Economics Public Policy Brief No. 126. New York: Levy Economics Institute.
- Atria, Jorge, Julius Durán and Simón Ramírez. 2020. *Business Elites' Attitudes Toward Taxation and the State: The Case of Chile*. Occasional Paper: Overcoming Inequality in a Fractured World no. 13. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Ayelazuno, Jasper Abembia and Maxwell Akansina Aziabah. 2021. *Leaving No One Behind in Ghana Through University Education: Interrogating Spatial, Gender and Class Inequalities*. Working Paper no. 2021-1. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Barié, Cletus Gregor. 2014. "Nuevas narrativas constitucionales en Bolivia y Ecuador: el buen vivir y los derechos de la naturaleza." *Latinoamérica: Revista de Estudios Latinoamericanos*, 59:9–40.
- Bartels, Larry M. 2008. *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*. Princeton: Princeton University Press.
- Batthyany, Karina. 2020. *La Pandemia Evidencia y Potencia la Crisis de los Cuidados*. Pensar la Pandemia: Observatorio Social del Coronavirus no 1. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales.
- Berg, Andrew G. and Jonathan D. Ostry. 2011. *Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?* IMF Staff Discussion Note DN/11/08. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Bjørnskov, C. 2007. "Determinants of Generalized Trust: A Cross-Country Comparison." *Public Choice*, 130(1):1–21.
- Blanton, Robert, Shannon Blanton and Dursun Peksen. 2019. "The Gendered Consequences of Financial Crises: A Cross-National Analysis." *Politics & Gender*, 15(4):941–970.
- Bourguignon, François. 2016. "Global versus national inequality." In *World Social Science Report 2016 – Challenging Inequalities: Pathways to a Just World*, 1-5. Paris: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) and International Social Science Council (ISSC).
- Brannen, Samuel, Christian Haig and Katherine Schmidt. 2020. *The Age of Mass Protests: Understanding an Escalating Global Trend*. Washington, DC: Center for Strategic and International Studies.
- Cagé, Julia. 2020. *The Price of Democracy: How Money Shapes Politics and What to Do about It*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

- Cárdenas, Julian and Francisco Robles-Rivera. 2020. *Business Elites in Panama: Sources of Power and State Capture*. Occasional Paper: Overcoming Inequality in a Fractured World no. 12. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Carter, Maggie and Katja Hujo. 2021. *Universities and Social Inequalities in the Global South*. Research and Policy Brief no. 37. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- CDC (Centers for Disease Control and Prevention). 2022. *Risk for COVID-19 Infection, Hospitalization, and Death By Race/Ethnicity*. Atlanta: CDC.
- Chancel, Lucas. 2017. *Insoutenables inégalités: pour une justice sociale et environnementale*. Paris: Les Petits Matins.
- Chancel, Lucas and Thomas Piketty. 2021. *Global Income Inequality, 1820–2020: The Persistence and Mutation of Extreme Inequality*. Working Paper no. 2021-19. Paris: World Inequality Lab.
- Chemhuru, Munamoto. 2017. "Gleaning the Social Contract Theory from African Communitarian Philosophy." *South African Journal of Philosophy*, 36(4):505–515.
- CIVICUS. 2020. *People Power Under Attack: A 2020 Report Based on the CIVICUS Monitor*. Johannesburg: CIVICUS.
- Cornia, Giovanni Andrea. 2021. *Latin America's Income Inequality under Five Political Regimes, 1870–2018*. Working Papers–Economics, WP 2021-12. Florence: Università degli Studi di Firenze, Dipartimento di Scienze per l'Economia e l'Impresa.
- Credit Suisse. 2022. *Global Wealth Report 2022*. Zurich: Credit Suisse AG, Research Institute.
- Crenshaw, Kimberlé. 1991. "Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color." *Stanford Law Review*, 43(6):1241–1299.
- Crouch, Colin. 2004. *Post-Democracy*. Cambridge: Polity Press.
- Dal Bó, Ernesto, Frederico Finan, Olle Folke, Torsten Persson and Johanna Rickne. 2017. "Who Becomes a Politician?" *The Quarterly Journal of Economics*, 132(4):1877–1914.
- Dasgupta, Partha. 2021. *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review*. London: HM Treasury.
- Dauvergne, Peter. 2018. *Will Big Business Destroy Our Planet?* Medford/Cambridge, MA: Polity Press.
- Desai, Manisha. 2022. *Communitarian Imaginaries as Inspirations for Rethinking the Eco-Social Contract?* Issue Brief no. 12. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Devercelli, Amanda and Frances Beaton-Day. 2020. *Better Jobs and Brighter Futures: Investing in Childcare to Build Human Capital*. Washington, DC: World Bank.
- DFI (Development Finance International) and Oxfam. 2020. *Fighting Inequality in the Time of Covid-19: The Commitment to Reducing Inequality Index 2020*. Oxford: Oxfam GB.
- Diop, Malick and Aminata Diop Samb. 2021. *Public Policies for Social and Solidarity Economy: The Experience of the City of Dakar*. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Dodman, David, Ibidun Adelekan, Donald Brown, Hayley Leck, Mtafu Manda, Blessing Mberu, Mark Pelling, Maria Rusca, David Satterthwaite and Faith Taylor. 2019a. *A Spectrum of Methods for a Spectrum of Risk: Generating Evidence to Understand and Reduce Urban Risk in Sub-Saharan Africa*, 51(3):586–594.
- Dodman, David, Diane Archer and David Satterthwaite. 2019b. "Editorial: Responding to Climate Change in Contexts of Urban Poverty and Informality." *Environment and Urbanization*, 31(1):3–12.
- Dorling, Danny. 2019. *Inequality and the 1%*. 2nd edition. London: Verso Books.
- Dowling, Emma. 2021a. *The Care Crisis: What Caused It and How Can We End It?* London: Verso.
- DW. 2019. "Protestas en Chile han dejado 22 muertos y 2.200 heridos." *DW*, 15 November. <https://www.dw.com/es/protestas-en-chile-han-dejado-22-muertos-y-2200-heridos/a-51260307>.
- Dymski, Gary, Jesus Hernandez and Lisa Mohanty. 2013. "Race, Gender, Power, and the US Subprime Mortgage and Foreclosure Crisis: A Meso Analysis." *Feminist Economics*, 19(3):24–151.
- Earthworks, Institute for Policy Studies, London Mining Network, MiningWatch Canada, Terra Justa, War on Want and Yes to Life No to Mining. 2020. *Voices from the Ground: How the Global Mining Industry Is Profiting from the COVID-19 Pandemic*. Ottawa: MiningWatch Canada.
- Encarnación López, María. 2020. "The Lives of Mexico's Maquiladora Workers Are Being Put at Risk by Lax COVID-19 Rules and the Demands of International Trade." *London School of Economics, Latin America and Caribbean Centre blog*, 25 May. <https://blogs.lse.ac.uk/latamcaribbean/2020/05/25/the-lives-of-mexicos-maquiladora-workers-are-being-put-at-risk-by-lax-covid-19-rules-and-the-demands-of-international-trade/>.
- Esquivel, Valeria and Andrea Kaufmann. 2017. *Innovations in Care: New Concepts, New Actors, New Policies*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, Global Policy and Development.
- Fairfield, Tasha. 2015. *Private Wealth and Public Revenue in Latin America: Business Power and Tax Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Flores, Andrew R., Lynn Langston, Ilan H. Meyer and Adam P. Romero. 2020. "Victimization Rates and Traits of Sexual and Gender Minorities in the United States: Results from the National Crime Victimization Survey, 2017." *Science Advances*, 6(40):1–10.
- Foley, Laura and Nicola Piper. 2021. "Returning Home Empty Handed: Examining How COVID-19 Exacerbates the Non-Payment of Temporary Migrant Workers' Wages." *Global Social Policy*, 21(3):468–489.
- Francis, David and Imraan Valodia. 2021. "Inequality in the South African Labour Market: The Political Economy of the National Minimum Wage." Themed section on Social Protection and Inequality in the Global South: Politics, Actors and Institutions, edited by Katja Hujo. *Critical Social Policy*, 41(3):385–403.
- Fraser, Nancy. 2021. "Climates of Capital: For a Trans-Environmental Eco-Socialism." *New Left Review*, 127:94–127.
- Fraser, Nancy. 2016. "Contradictions of Capital and Care." *New Left Review*, 100:99–117.
- Fukuda-Parr, Sakiko, James Heintz and Stephanie Seguino. 2013. "Critical Perspectives on Financial and Economic Crises: Heterodox Macroeconomics Meets Feminist Economics." *Feminist Economics*, 19(3):4–31.
- Gabor, Daniela. 2021. "The Wall Street Consensus." *Development and Change*, 52(3):429–459.
- Gaentzsch, Anja and Gabriela Zapata-Román. 2020. *Climbing the Ladder: Determinants of Access to and Returns from Higher Education in Chile and Peru*. Working Paper no. 2020-2. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.

- Gallagher, Kevin P. and Richard Kozul-Wright. 2019. *A New Multilateralism for Shared Prosperity: Geneva Principles for a Global Green New Deal*. Boston: Global Development Policy Center; Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.
- Gangitano, Alex. 2020. "Meat and Poultry Industry Groups Applaud Trump for Keeping Processing Plants Open." *The Hill*, 28 April. <https://thehill.com/business-a-lobbying/495180-meat-and-poultry-industry-groups-applaud-trump-for-keeping-processing-plants-open>.
- Ghosh, Jayati (ed.). 2021. *Informal Women Workers in the Global South: Policies and Practices for the Formalisation of Women's Employment in Developing Economies*. London: Routledge.
- Gilens, Martin. 2012. *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America*. Princeton: Princeton University Press.
- Gough, Ian. 2021. *Two Scenarios for Sustainable Welfare: New Ideas for an Eco-Social Contract*. Brussels: The European Trade Union Institute.
- Gough, Ian. 2017. *Heat, Greed and Human Need*. Northampton, MA: Edward Elgar.
- Gould, Eric D. and Alexander Hijzen. 2016. *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*. IMF Working Paper WP/16/176. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Grusky, David B., Bruce Western and Christopher Wimer (eds.). 2011. *The Great Recession*. New York: Russell Sage Foundation.
- Guadagno, Lorenzo. 2020. "Migrants and the Covid-19 Pandemic: An Initial Analysis." Geneva: International Organization for Migration.
- Guterres, António. 2020. *Tackling the Inequality Pandemic: A New Social Contract for a New Era*. Message by the Secretary-General of the United Nations, at the 18th Nelson Mandela Annual Lecture, 18 July.
- Guy, Oliver. 2020. "Township Lockdown: How South Africa's Poor Bear the Cost of Coronavirus." *The New Humanitarian*, 23 April. <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/04/23/South-Africa-coronavirusjobs-poverty>.
- Guzmán-Valenzuela, Carolina. 2016. "Unfolding the Meaning of Public(s) in Universities: Toward the Transformative University." *Higher Education*, 71:667–679.
- Heintz, James, Silke Staab and Laura Turquet. 2021. "Don't Let Another Crisis Go to Waste: The COVID-19 Pandemic and the Imperative for a Paradigm Shift." *Feminist Economics*, 27(1/2):470–485.
- Hobbes, Thomas. 1996 [1651]. *Leviathan*. Hamburg: Meiner.
- Horn, Gustav A., Katharina Dröge, Simon Sturn, Till van Treeck and Rudolf Zwiener. 2009. *From the Financial Crisis to the World Economic Crisis: The Role of Inequality*. IMK Policy Brief. Düsseldorf: Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung.
- Hughes, Barry, Mohamood Irfan, Haider Khan, Krishna Kumar, Dale Rothman and Jose Solórzano. 2009. *Reducing Global Poverty*, Vol. 1. Abingdon: Routledge.
- Hujo, Katja (ed.). 2020. *The Politics of Domestic Resource Mobilization for Social Development*. Basingstoke: Palgrave Macmillan and United Nations Research Institute for Social Development.
- Hujo, Katja (ed.). 2014. *Reforming Pensions in Developing and Transition Countries*. Basingstoke: Palgrave Macmillan and United Nations Research Institute for Social Development.
- Hujo, Katja and Maggie Carter (eds.). 2022. *Between Fault Lines and Front Lines: Shifting Power in an Unequal World*. London: Bloomsbury.
- Hujo, Katja and Maggie Carter. 2019a. *Overcoming Inequalities in the Context of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Issue Brief no. 10. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Hujo, Katja and Maggie Carter. 2019b. *Transformative Change for Children and Youth in the Context of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Office of Research—Innocenti Working Paper WP-2019-02. Florence: United Nations Children's Fund Office of Research.
- Hujo, Katja and Sarah Cook. 2012. "The Political Economy of Social Pension Reform in Asia." In *Social Protection for Older People in Asia*, edited by Sri Wening Handayani and Babken Babajanian, 11–59. Manila: Asian Development Bank.
- Huynh, Thi Phuong Linh and Hong-Quang Nguyen. 2020. *Transformative Adaptation and Social Justice in Ho Chi Minh City, Viet Nam*. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- ILO (International Labour Organization). 2021a. *World Social Protection Report 2020–22*. Geneva: ILO.
- ILO (International Labour Organization). 2021b. *Making Decent Work a Reality for Domestic Workers: Progress and Prospects Ten Years After The Adoption Of The Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189)*. Geneva: ILO.
- ILO (International Labour Organization). 2020a. *COVID-19 and the World of Work. Sixth Edition: Updated Estimates and Analysis*. ILO Monitor. Geneva: ILO.
- ILO (International Labour Organization). 2020b. *World Employment and Social Outlook Trends*. Geneva: ILO.
- ILO (International Labour Organization). 2018a. *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*. Geneva: ILO.
- ILO (International Labour Organization). 2018b. *Presente y futuro de la protección social en América Latina y el Caribe*. Panorama Laboral Temático, 4. Geneva: ILO.
- Independent Group (of Scientists appointed by the UN Secretary-General). 2019. *Global Sustainable Development Report 2019: The Future Is Now—Science for Achieving Sustainable Development*. New York: United Nations.
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2021. *Climate Change 2021: The Physical Science Basis*. Working Group I contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva: IPCC.
- IPU (Inter-Parliamentary Union). 2022. *Women in parliament in 2021: The year in review*. Geneva: IPU.
- IWGIA (International Working Group for Indigenous Affairs). 2021. *The Indigenous World 2021*. Copenhagen: IWGIA.
- Jelin, Elizabeth, Renata Motta and Sérgio Costa (eds.). 2017. *Global Entangled Inequalities: Conceptual Debates and Evidence from Latin America*. London: Routledge.
- Jenkins, Hamish, Ilcheong Yi, Samuel Bruelisauer and Kamen Chadha. 2021. *Guidelines for Local Governments on Policies for Social and Solidarity Economy*. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- JTRC (Just Transitions Research Collaborative). 2019. *Climate Justice from Below: Local Struggles for Just Transition(s)*. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Kabeer, Naila. 2014. "Social Justice and the Millennium Development Goals: The Challenge of Intersecting Inequalities." *Equal Rights Review*, 13:91–116.
- Kaplani, Maria Elli Doufexi and Maggie Carter. 2020. *Voicelt Report: Strengthening LGBTQI+’s Voice in Politics—Policy Report*. Athens: KMOP Social Action and Innovation Centre.
- Kempf, Isabell, Katja Hujo and Rafael Ponte. 2022. "Why We Need a New Eco-Social Contract." *Sozialpolitik.ch*, 1(1.2):1–14.
- Kesselring, Rita, Stefan Leins and Yvan Schulz. 2019. *Valueworks: Effects of Financialization along the Copper Value Chain*. Working Paper. Geneva: Swiss Network for International Studies.

- Koehler, Gabriele and Annie Namala. 2020. "Transformations Necessary to 'Leave No One Behind': Social Exclusion in South Asia." In *The Politics of Social Inclusion: Bridging Knowledge and Policies towards Social Change*, edited by Gabriele Köhler, Alberto D. Cimdmore, Fadia Kiwan and Pedro Manuel Monreal Gonzalez, 313–352. Paris: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, Comparative Research Programme on Poverty and ibidem Press.
- Koh, Wee Chian and Shu Yu. 2020. "Macroeconomic Developments." In *A Decade after the Global Recession: Lessons and Challenges for Emerging and Developing Economies*, edited by M. Ayhan Kose and Franziska Ohnsorge, 117–161. Washington, DC: World Bank.
- Kopp, Emily. 2020. "As Workers Face Virus Risks, Employers Seek Liability Limits." *Roll Call*, 17 April. <https://www.rollcall.com/2020/04/17/as-workers-face-virus-risks-employers-seek-liability-limits/>.
- Korten, David. 2015. *When Corporations Rule the World*. Oakland: Berrett-Koehler Publishers.
- Kothari, Ashish, Federico Demaria and Alberto Acosta. 2014. "Buen Vivir, Degrowth and Ecological Swaraj: Alternatives to Sustainable Development and Green Economy." *Development*, 57(3/4):362–375.
- Krause, Dunja. 2019. *Transforming Coastal City Adaptation: From Idea to Practice*. Research and Policy Brief no. 27. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Krozer, Alice. 2020. *Seeing Inequality? Relative Affluence and Elite Perceptions in Mexico*. Occasional Paper: Overcoming Inequality in a Fractured World no. 8. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Lakner Christoph, Daniel Mahler, Mario Negre and Espen Prydz. 2020. *How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty?* Global Poverty Monitoring Technical Note, June 2020. Washington, DC: World Bank.
- Lazarus, Anton. 2020. "5 Ways Opportunistic Lobbyists Are Using Coronavirus to Attack EU Environmental Laws." *META* from the European Environmental Bureau, 16 April. <https://meta.eeb.org/2020/04/16/5-ways-opportunistic-lobbyists-are-using-coronavirus-to-attack-eu-environmental-laws/>.
- Lebeau, Yann and Ibrahim Ogachi Oanda. 2020. *Higher Education Expansion and Social Inequalities in Sub-Saharan Africa: Conceptual and Empirical Perspectives*. Working Paper no. 2020-10. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Locke, John. 1823 [1690]. *Two Treatises on Government*. London: Printed for Thomas Tegg; W. Sharpe and Son; G. Offor; G. and J. Robinson; J. Evans and Co.; Also R. Griffin and Co. Glasgow; and J. Gumming, Dublin.
- Loewe, Markus, Tina Zintl and Annabelle Houdret. 2021. "The Social Contract as a Tool of Analysis." Introduction to the special issue on Framing the Evolution of New Social Contracts in Middle Eastern and North African Countries. *World Development*, 145:104982.
- López, Matias and Joshua K. Dubrow. 2020. "Politics and Inequality in Comparative Perspective: A Research Agenda." *American Behavioral Scientist*, 64(9):1199–1210.
- Lupu, Noam and Zach Warner. 2022. "Affluence and Congruence: Unequal Representation around the World." *The Journal of Politics*, 84(1):276–290.
- Marginson, Simon. 2016. "High Participation Systems of Higher Education." *The Journal of Higher Education*, 87(2):243–271.
- Mazzucato, Mariana. 2021. *Mission Economy: A Moonshot Guide to Changing Capitalism*. London: Allen Lane.
- Mazzucato, Mariana. 2013. *The Entrepreneurial State: Debunking Public vs. Private Sector Myths*. London: Anthem Press.
- McCowan, Tristan and Julio Bertolin. 2020. *Inequalities in Higher Education Access and Completion in Brazil*. Working Paper no. 2020-3. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Meagher, Kate. 2022. "Rewiring the Social Contract: Digital Taxis and Economic Inclusion in Nigeria." In *Between Fault Lines and Front Lines: Shifting Power in an Unequal World*, edited by Katja Hujo and Maggie Carter, 80–97. London: Bloomsbury.
- Milanovic, Branko. 2016. *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Mills, Charles W. 2007. "The Domination Contract." In *Contract and Domination*, edited by Carole Pateman and Charles W. Mills, 79–105. London: Polity Press.
- Mkandawire, Thandika. 2009. "From the National Question to the Social Question." *Transformation: Critical Perspectives on Southern Africa*, 69:130–160.
- Mkandawire, Thandika. 2006. *Disempowering New Democracies and the Persistence of Poverty*. Programme on Democracy, Governance and Human Rights, Paper no. 21. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Mkandawire, Thandika. 2004. "Social Policy in a Development Context: Introduction." In *Social Policy in a Development Context*, edited by Thandika Mkandawire, 1–33. Basingstoke: Palgrave Macmillan and United Nations Research Institute for Social Development.
- Monkelbaan, Joachim. 2021. *Sustainable and Just Economies*. Research Paper 2021–1. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Moraes Silva, Graziella, Matias López, Elisa Reis and Chana Teeger. 2022. "Who Are the Elite, What Do They Think about Inequality and Why Does It Matter? Lessons from Brazil and South Africa." In *Between Fault Lines and Front Lines: Shifting Power in an Unequal World*, edited by Katja Hujo and Maggie Carter, 151–174. London: Bloomsbury.
- Mounk, Yascha. 2018. *The People vs. Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Mudde, Cas and Cristóbal Rovira Kaltwasser. 2017. *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford: Oxford University Press.
- Myers, A. 2020. "Coronavirus: NCA Calls on Trump to Support Candy Industry, UK Government Hires Former Nestlé Executive to Take Control of Food Security." *Confectionary News*, 23 March. <https://www.confectionarynews.com/Article/2020/03/23/Coronavirus-NCA-calls-on-Trump-to-support-candy-industry-UK-government-hires-former-Nestle-executive-to-take-control-of-food-security>.
- Neumann, Barbara, Athanasios T. Vafeidis, Juliane Zimmermann and Robert J. Nicholls. 2015. "Future Coastal Population Growth and Exposure to Sea-Level Rise and Coastal Flooding: A Global Assessment." *PLOS ONE*, 10(3):e0118571.
- Noam, Eli M. 2016. *Who Owns the World's Media: Media Concentration and Ownership around the World*. New York: Oxford University Press.
- Noyoo, Ndingwa and Emmanuel Boon. 2021. "Nation-Building and the Nationalist Discourse: Revisiting Social Policy in Ghana and Zambia in the First Decade of Independence." In *Social Policy in the African Context*, edited by Jimi O. Adesina, 45–64. Dakar: Council for the Development of Social Science Research in Africa.
- Nugent, Paul. 2010. "States and Social Contracts in Africa." *New Left Review*, 63:35–68.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2021. *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet*. Paris: OECD Publishing.

- Offe, Claus. 1976. "Crisis of Crisis Management: Elements of a Political Crisis Theory." *International Journal of Politics*, 6(3):29–67.
- Oláh, Livia Sz. 2015. *Changing families in the European Union: Trends and policy implications*. Families and Societies Working Paper Series no. 44. A project funded by European Union's Seventh Framework Programme under grant agreement no. 320116.
- Ortiz, Isabel, Sara Burke, Mohamed Berrada and Hernán Saenz Cortés. 2022. *World Protests: A Study of Key Protest Issues in the 21st Century*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Ortiz, Isabel and Matthew Cummins. 2021. *Global Austerity Alert Looming Budget Cuts in 2021–25 and Alternative Pathways*. New York: Initiative for Policy Dialogue.
- Ortiz, Isabel, Matthew Cummins, Jeronim Capaldo and Kalaivani Karunanethy. 2020. *The Decade of Adjustment: A Review of Austerity Trends 2010–2020 in 187 Countries*. ILO Extension of Social Security Series no. 53. Geneva: International Labour Organization.
- Our World in Data. N.d.a. *Coronavirus (Covid-19) Vaccinations*. Oxford: University of Oxford. Accessed 20 September 2022. <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations>.
- Our World in Data. N.d.b. *Data on CO₂ and Greenhouse Gas Emissions*. Accessed 10 March 2022. <https://github.com/owid/co2-data>.
- Oxfam. 2022a. *Inequality Kills: The Unparalleled Action Needed to Combat Unprecedented Inequality in the Wake of COVID-19*. Oxford: Oxfam International.
- Oxfam. 2022b. *Profiting from Pain: The Urgency of Taxing the Rich amid a Surge in Billionaire Wealth and a Global Cost-of-Living Crisis*. Oxford: Oxfam International.
- Oxfam. 2021. *The Inequality Virus: Bringing Together a World Torn Apart by Coronavirus through a Fair, Just and Sustainable Economy*. Oxford: Oxfam International.
- Oxfam. 2020a. *Confronting Carbon Inequality: Putting Climate Justice at the Heart of the COVID-19 Recovery*. Oxford: Oxfam International.
- Oxfam. 2020b. *Power, Profits and the Pandemic: From Corporate Extraction for the Few to an Economy That Works for All*. Oxford: Oxfam.
- Oxfam. 2018. *Reward Work, Not Wealth*. Oxfam Briefing Paper. Oxford: Oxfam International.
- Pateman, Carole. 1988. *The Sexual Contract*. Stanford: Stanford University Press.
- Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. 2021. *From Rhetoric to Action: Delivering Equality & Inclusion*. New York: NYU Center on International Cooperation.
- Paz Arauco, Verónica. 2020. "Domestic Resource Mobilization for Social Development in Bolivia (1985–2014): Protests, Hydrocarbons and a New State Project." In *The Politics of Domestic Resource Mobilization for Social Development*, edited by Katja Hujo, 269–303. Basingstoke: Palgrave Macmillan and United Nations Research Institute for Social Development.
- Perry, Jonathan. 2021. *Trust in Public Institutions: Trends and Implications for Economic Security*. Decade of Action Policy Brief no. 108. New York: United Nations Department for Economics and Social Affairs.
- Pettifor, Ann. 2019. *The Case for the Green New Deal*. Brooklyn, NY: Verso Books.
- Phillips, Ben. 2020. *How to Fight Inequality (And Why That Fight Needs You)*. Cambridge: Polity.
- Phillips, Nicola. 2017. "Power and Inequality in the Global Political Economy." *International Affairs*, 93(2):429–444.
- Pires, Roberto. 2022. "Understanding Risks of Reproducing Inequalities in the Implementation of Inclusion Policies: Brazil, Mexico and Peru." In *Between Fault Lines and Front Lines: Shifting Power in an Unequal World*, edited by Katja Hujo and Maggie Carter, 98–114. London: Bloomsbury.
- Pontusson, Jonas. 2018. *On the Relationship Between Economic and Political Inequality: What Do We Know and Where Do We Go from Here? Overcoming Inequalities in a Fractured World*. Conference Draft Paper. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Poteat Tonia, Gregorio Millett, LaRon E. Nelson and Chris Beyrer. 2020. "Understanding COVID-19 risks and vulnerabilities among black communities in America: The lethal force of syndemics." *Annals of Epidemiology*, 47:1–3.
- Pribble, Jennifer. 2017. "Chile's Elites Face Demands for Reform." *Current History*, 116(787):49–54.
- Prügl, Elisabeth, Fenneke Reysoo and Dzodzi Tsikata. 2021. "Agricultural and Land Commercialization: Feminist and Rights Perspectives." *The Journal of Peasant Studies*, 48(7):1419–1438.
- Radačić, Ivana and Alda Facio. 2020. *Gender Equality and Gender Backlash*. Position Paper of the OHCHR working group on discrimination against women and girls. Geneva: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.
- Rajan, Raghuram. 2010. *Fault Lines: How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy*. Princeton: Princeton University Press.
- Rao, Nitya and R. Manimohan. 2020. (Re-) *Negotiating Gender and Class: New Forms of Cooperation Among Small-Scale Fishers in Tamil Nadu*. Occasional Paper: Overcoming Inequality in a Fractured World no. 11. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Raworth, Kate. 2018. *Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*. London: Chelsea Green.
- Razavi, Shahra. 2007. *The Political and Social Economy of Care in a Development Context: Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options*. Gender and Development Programme Paper no. 3. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Reich, Robert B. 1991. *The Work of Nations: Preparing Ourselves for 21st-Century Capitalism*. New York: A. A. Knopf.
- Rockström, J., W. Steffen, K. Noone, Å. Persson, F. S. Chapin, III, E. Lambin, T. M. Lenton, M. Scheffer, C. Folke, H. Schellnhuber, B. Nykvist, C. A. De Wit, T. Hughes, S. van der Leeuw, H. Rodhe, S. Sörlin, P. K. Snyder, R. Costanza, U. Svedin, M. Falkenmark, L. Karlberg, R. W. Corell, V. J. Fabry, J. Hansen, B. Walker, D. Liverman, K. Richardson, P. Crutzen and J. Foley. 2009. "Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity." *Ecology and Society*, 14(2):32.
- Roggeband, Conny and Andrea Krizsán. 2020. *Democratic Backsliding and the Backlash against Women's Rights: Understanding the Current Challenges for Feminist Politics*. UN Women Discussion Paper Series no. 35. New York: UN Women.
- Rojas Scheffer, R. 2022. "Entangled Inequalities and Network Building: Organizational Experiences of Paid Domestic Workers in Uruguay and Paraguay." In *Between Fault Lines and Front Lines: Shifting Power in an Unequal World*, edited by Katja Hujo and Maggie Carter, 209–225. London: Zed/ Bloomsbury.
- Ross, Lukas. 2020. *Cashing in on COVID: Tax Breaks, Royalties and Stimulus Loans*. Amsterdam: Friends of the Earth.
- Rothstein, Bo and Eric M. Uslaner. 2005. "All for All: Equality, Corruption, and Social Trust." *World Politics*, 58(1):41–72.
- Rousseau, Jean-Jacques. 1762. *Du Contrat Social*. Paris: Gallimard/Folio Essais no. 233.
- RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire). 2021. "Sénégal: vote d'une loi d'orientation de l'ess." *RTES*, 15 June. <https://www.rtes.fr/senegal-vote-d-une-loi-d-orientation-de-l-ess>

- Sachs, Jeffrey, Guido Schmidt-Traub, Christian Kroll, Guillaume Lafortune, Grayson Fuller and Finn Woelm. 2020. *Sustainable Development Report 2020: The Sustainable Development Goals and COVID-19*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Schiffrin, Anya (ed.). 2021. *Media Capture: How Money, Digital Platforms and Governments Control the News*. New York: Columbia University Press.
- Seekings, Jeremy. 2022. "Elite Ideology, Public Opinion and the Persistence of Poverty and Inequality in East and Southern Africa." In *Between Fault Lines and Front Lines: Shifting Power in an Unequal World*, edited by Katja Hujo and Maggie Carter, 175–190. London: Bloomsbury.
- Sen, Gita and Marina Durano. 2014. *The Remaking of Social Contracts: Feminists in a Fierce New World*. London: Zed Books.
- Simarmata, Hendricus and Gusti Surtiari. 2020. *Adaptation to Climate Change: Decision Making and Opportunities for Transformation in Jakarta, Indonesia*. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Simson, Rebecca and J. Andrew Harris. 2020. "A Public and a Private University in One." *Equity in University Attendance in Kenya Since the Liberalization Reforms of the 1990s*. Working Paper no. 2020-1. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Slattery, Gram, Stephen Eisenhammer and Amanda Perobelli. 2020. "Imported by the Rich, Coronavirus Now Devastating Brazil's Poor." Reuters, 1 May.
- Standing, Guy. 2019. *Plunder of the Commons: A Manifesto for Sharing Public Wealth*. London: Pelican.
- Standing, Guy. 2014. *The Precariat: The New Dangerous Class*. New York: Bloomsbury.
- Stewart, Frances. 2016. *The Dynamics of Horizontal Inequalities*. 2016 UNDP Human Development Report Think Piece. New York: United Nations Development Programme.
- Stewart, Frances. 2013. *Approaches Towards Inequality and Inequity: Concepts, Measures and Policies*. Discussion Paper: Perspectives on Equity. Florence: United Nations Children's Fund Office of Research.
- Stiglitz, Joseph E. 2012. *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*. New York: W. W. Norton.
- Stockhammer, Engelbert. 2015. "Rising Inequality as a Cause of the Present Crisis." *Cambridge Journal of Economics*, 39(3):935–958.
- The Economist*. 2022. "Are Some Countries Faking Their Covid-19 Death Counts?" 25 February. <https://www.economist.com/graphic-detail/2022/02/25/are-some-countries-faking-their-covid-19-death-counts>.
- Therborn, Göran. 2014. "Los pactos en la teoría y en la historia social en Europa y la política de los Estados de bienestar: algunas experiencias." In *Pactos sociales para una protección social más inclusiva. Experiencias, obstáculos y posibilidades en América Latina y Europa*, edited by Martín Hopenhayn, Carlos Maldonado Valera, Rodrigo Martínez, María Nieves Rico and Ana Sojo, 134–140. Serie Seminarios y Conferencias no. 76. Santiago: Comisión Económica para América Latina y el Caribe.
- Therborn, Göran. 2013. *The Killing Fields of Inequality*. Cambridge: Polity Press.
- Torres-Tovar, Mauricio. 2019. "Movilización social en Colombia para la protección de la salud en el trabajo en un contexto de inequidad." Occasional Paper: Overcoming Inequality in a Fractured World No. 3. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Traber, Denise, Miriam Hänni, Nathalie Giger and Christian Breunig. 2021. "Social status, political priorities and unequal representation." *European Journal of Political Research*, 61(2): 351–373.
- Tran, Minh and Dunja Krause. 2020. *Transformative Adaptation to Climate Change and Informal Settlements in Coastal Cities: Entry Points for Jakarta and Ho Chi Minh City*. Research Paper 2020-4. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Ulriksen, Marianne and Sophie Plagerson. 2014. "Social Protection: Rethinking Rights and Duties." *World Development*, 64:755–765.
- UN (United Nations). 2022a. *Progress Towards the Sustainable Development Goals*. Report of the Secretary-General. Geneva: UN.
- UN (United Nations). 2022b. *Financing for Sustainable Development Report 2022: Bridging the Finance Divide*. Report of the Inter-agency Task Force on Financing for Development. New York: UN.
- UN (United Nations). 2021a. *The Sustainable Development Goals Report*. New York: UN. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2021/extended-report/> New York: United Nations.
- UN (United Nations). 2021b. *Investing in Jobs and Social Protection for Poverty Eradication and a Sustainable Recovery*. Secretary General's Policy Brief, September. Geneva: UN.
- UN (United Nations). 2020a. *Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women*. New York: UN.
- UN (United Nations). 2020b. *Protection Against Violence and Discrimination Based on Sexual Orientation and Gender Identity*. Report of the Independent Expert on protection against violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity. A/75/258. New York: UN.
- UN (United Nations). 2020c. *Report of the Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples*. New York: UN.
- UN (United Nations). 2017. *Leaving No One Behind: Equality and Non-Discrimination at the Heart of Sustainable Development*. The United Nations System Shared Framework for Action. New York: UN System Chief Executives Board for Coordination.
- UN (United Nations). 2015. *Transforming Our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development*. New York: UN.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development). 2021. *Trade and Development Report—From Recovery to Resilience: The Development Dimension*. Geneva: UNCTAD.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development). 2020. *Trade and Development Report—From Global Pandemic to Prosperity for All: Avoiding Another Lost Decade*. Geneva: UNCTAD.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development). 2019. *Trade and Development Report—Financing a Global Green New Deal*. Geneva: UNCTAD.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development). 2015. *World Investment Report*. Geneva: UNCTAD.
- UN DESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2022. *World Economic Situation and Prospects as of mid-2022*. New York: UN DESA.
- UN DESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2020a. *World Social Report 2020: The Challenge of Inequality in a Rapidly Changing World*. New York: UN DESA.
- UN DESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2020b. *International Migration 2020 Highlights*. New York: UN DESA.
- UN DESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2020c. *HLPF 2020 Session: Protecting and Advancing Human Wellbeing and Ending Poverty. Background Note*. New York: UN DESA.
- UNDP (United Nations Development Programme). 2022. *New Threats to Human Security in the Anthropocene: Demanding Greater Solidarity*. Special Report. New York: UNDP.
- UNDP (United Nations Development Programme). 2021. *Regional HDR for LAC. Trapped: High Inequality and Low Growth in Latin America and the Caribbean*. New York: UNDP.

- UNDP (United Nations Development Programme). 2020. *Human Development Report 2020—The Next Frontier: Human Development and the Anthropocene*. New York: UNDP.
- UNDP (United Nations Development Programme). 2019. *Human Development Report 2019—Beyond Income, Beyond Averages, Beyond Today: Inequalities in Human Development in the 21st Century*. New York: UNDP.
- UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization), Global Education Monitoring Report and International Institute for Educational Planning. 2017. *Six Ways to Ensure Higher Education Leaves No One Behind*. Policy Paper 30. Paris: UNESCO.
- UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees). 2022. *Ukraine, Other Conflicts Push Forcibly Displaced Total Over 100 Million for First Time*. UNHCR News, 23 May. <https://www.unhcr.org/news/press/2022/5/628a389e4/unhcr-ukraine-other-conflicts-push-forcibly-displaced-total-100-million.html>.
- Urmüßig, Barbara, Wolfgang Sachs and Thomas Fatheuer. 2012. *Critique of the Green Economy: Toward Social and Environmental Equity*. Berlin: Heinrich Böll Foundation.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2021a. *Bringing Social Justice into Climate Change Adaptation in Ho Chi Minh City, Viet Nam*. Research and Policy Brief no. 35. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2021b. *Transforming Adaptation Planning and Governance in Jakarta, Indonesia*. Research and Policy Brief no. 36. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2018a. *Revalorization of Social Reproduction Through Social and Solidarity Economy Practices*. Issue Brief no. 6. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2018b. *Solidarity Practices and the Formation of Political Subjects and Actions for Change*. Issue Brief no. 7. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2018c. *Making Public Policies for SSE Sustainable, Feminist-Conscious and Transformative: Exploring the Challenges*. Issue Brief no. 8. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2016. *Policy Innovations for Transformative Change: Implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2010. *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*. Geneva: UNRISD.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development). 2000. *Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development*. Geneva: UNRISD.
- UN Women. 2021. *Universal Basic Income: Potential and Limitations from a Gender Perspective*. Policy Brief no. 22. New York: UN Women.
- UN Women. 2020a. *Whose time to care? Unpaid care and domestic work during COVID-19*. Geneva: UN Women.
- UN Women. 2020b. *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2020*. New York: UN Women.
- UN Women. 2020c. *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*. New York: UN Women.
- UN Women. 2020d. *Covid-19 and the Care Economy: Immediate Action and Structural Transformation for a Gender-Responsive Recovery*. New York: UN Women.
- UN Women 2019. *Progress of the World's Women 2019–2020: Families in a Changing World*. New York: UN Women.
- UN Women. 2018. *Turning Promises into Action: Gender Equality in the 2030 Agenda for Sustainable Development*. New York: UN Women.
- Utting, Peter (ed.). 2015. *Social and Solidarity Economy: Beyond the Fringe*. London: Zed Books and United Nations Research Institute for Social Development.
- Utting, Peter and Kelly O'Neill. 2020. *Accounting for Sustainability: What Can and Should Corporations Be Doing?* Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Utting, Peter, Shahra Razavi and Rebecca Buchholz. 2012. *The Global Crisis and Transformative Social Change*. Basingstoke: Palgrave Macmillan and United Nations Research Institute for Social Development.
- Vaugirard, V. 2007. "Financial Instability, Political Crises and Contagion." *Recherches économiques de Louvain*, 73(4):347–367.
- WHO (World Health Organization). N.d. *WHO Coronavirus (COVID-19) Dashboard*. Geneva: WHO. Accessed 26 May 2022. <https://covid19.who.int/>.
- Wilkinson, Richard and Kate Pickett. 2009. *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*. London: Allen Lane.
- WMO (World Meteorological Organization). 2021. *WMO Atlas of Mortality and Economic Loss from Weather, Climate and Water Extremes*. Geneva: WMO.
- WWF (World Wildlife Fund). 2020. *Living Planet Report 2020: Bending the Curve of Biodiversity Loss*. Gland: WWF.
- Yi, Ilcheong. 2017. *Localizing the SDGs through Social and Solidarity Economy*. Research and Policy Brief no. 24. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Yu, Vicente Paolo III. 2021. *Green Deals and Implications for the Global South*. Penang: Third World Network.
- Zakaria, Fareed. 1997. "The Rise of Illiberal Democracy." *Foreign Affairs*, 76(6):22–43.

Crédits photo

Les infographies sont conçues par Sergio Sandoval. Les photos utilisées dans ce rapport sont attribuées à Annie Spratt, Bernard Hermant, BP Miller, CDD20, Chastagner Thierry, Femke Schreurs, Geoff Greenwood, George Pagan, Giulia May, Gradienta, Malu Laker, Olia Danilevich, Patrick Perkins, Philipp Potocnik, Ryunosuke Kikuno, Sean Fahrenbruch, Thomas Lefebvre (domaine public via Unsplash et Pexels), Banco Mundial América Latina y el Caribe (CC-BY-NC-ND 2.0), Mat McDermott (CC-BY), Roo Pitt (CC-BY-2.0), Steven Paul Whitsitt (CC-BY-NC-SA 2.0) via Flickr. Icônes par Achmad, Adrien Coquet, Alex Burte, Amiryshakiel, Andi, Arthur Shlain, Arosh Khan, Astatine Lab, Aybige, Christian Wad, Diyah Aisyah, Dmitry Kovalev, Farra Nugraha, Icons Bazaar, Komar Dews, Marius Edel, Nithian Tatal, ProSymbols, Rainbow Designs, Sanzhar Axani, Vectoriconset10, Win Cahyono (via The Noun Project).

LES CRISES D'INÉGALITÉ



Changement de pouvoir pour un nouveau contrat écosocial

Il n'existe peut-être pas de preuve plus évidente de la nécessité pressante de repenser notre système mondial que le fait qu'une crise sanitaire mondiale a doublé la richesse des 10 hommes les plus riches du monde tout en plongeant plus de 120 millions de personnes dans une extrême pauvreté. Ce rapport phare de l'UNRISD montre comment les inégalités et les crises se renforcent et se conjuguent, conduisant à une disparité extrême, une vulnérabilité et un manque de durabilité. Il soutient que cela n'est pas le résultat d'un système défaillant, mais d'un système dans lequel l'inégalité et l'injustice sont intégrées dès sa conception. Le contrat social s'est rompu au grand détriment des personnes et de la planète.

Le rapport associe les multiples crises et inégalités croissantes que nous affrontons aux choix politiques promus à l'ère de l'hypermondialisation néolibérale. Il analyse les implications pour le développement durable et pour les groupes sociaux défavorisés à travers les prismes de l'intersectionnalité et du pouvoir.

Pour lutter contre l'inégalité, briser le cycle des crises multiples et entrelacées, et œuvrer vers un avenir plus égalitaire, juste et durable, le rapport propose la création d'un nouveau contrat écosocial et une approche politique basée sur des économies alternatives, des politiques sociales transformatrices, un multilatéralisme repensé et des solidarités renforcées.



UNRISD

INSTITUT DE RECHERCHE
DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL

